

R-05-2003

**Portrait de l'économie sociale  
en Outaouais**

par Chantale Doucet

Sous la direction de Louis Favreau

*Ce cahier a été rendu possible grâce à une collaboration de  
la CRDC et de l'ARUC en économie sociale*



octobre 2003

ISBN: 2-89276-313-4

---

**Note sur l'auteure :**

*Chantale Doucet* est géographe et détentrice d'une maîtrise en études et interventions régionales de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Elle est professionnelle de recherche à la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO).

**Note sur le directeur :**

*Louis Favreau* est sociologue et titulaire de la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC).

## PRÉSENTATION DES CAHIERS DE L'ARUC

---

Comme son nom l'indique bien, l'**Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) en économie sociale** mise sur le partenariat pour la recherche, la formation et la diffusion. La diffusion fait appel à une diversité de moyens et d'outils, l'un de ceux-ci étant des cahiers, généralement appelés « documents de travail » (*working papers*). Si ces cahiers constituent d'humbles instruments, ils nous apparaissent bien adaptés pour favoriser une diffusion rapide destinée à alimenter la discussion et l'échange entre chercheurs et partenaires du milieu. À cette fin, nous proposons trois catégories de cahier :

des **cahiers de recherche - série R** - (couleur *rouille*) qui rendent compte de résultats de recherches menées en partenariat ;

des **cahiers de transfert - série T** - (couleur *sauge*) qui tirent de ces recherches des contenus pour la formation et pour le renouvellement des pratiques, des formes d'interventions ou encore des façons de faire ;

des **cahiers d'interventions - série I** - (couleur *jaune*) qui constituent des prises de position ou des avis formulés par des partenaires du milieu ou des chercheurs. Ces interventions, s'appuyant par ailleurs souvent sur des travaux de recherche, peuvent viser soit à influencer des politiques, mesures et orientations de différents acteurs intervenant en économie sociale, soit à faire connaître des orientations stratégiques dans un domaine donné ; elles peuvent aussi constituer une prise de position ou une opinion dans un débat traversant ce mouvement.

Si l'économie sociale fournit le fil conducteur de nos activités, le domaine couvert est relativement large puisqu'il inclut aussi bien des thématiques à dominante économique que sociales : le développement local, le développement durable, le maintien en emploi et l'insertion par l'emploi, les services aux personnes, le logement communautaire et social, le tourisme social et les initiatives chez les autochtones et les groupes ethniques. Les questions liées à l'évaluation sociale et aux comparaisons internationales, pour ne citer que celles-là, intéressent tous les secteurs identifiés précédemment.

L'économie sociale repose non seulement sur une économie plurielle (formes marchandes, non marchandes et non monétaires) mais vise également un élargissement de notre compréhension de l'économie et par la suite un renouvellement de nos pratiques sociales et nos interventions dans le domaine du développement économique et social. Enfin, en raison des interfaces que l'économie sociale entretient avec le secteur privé et le secteur public, l'intérêt des questions traitées dans nos cahiers déborde le seul secteur de l'économie sociale pour atteindre l'ensemble de la société civile.

On comprendra que les textes publiés dans les Cahiers de l'ARUC en économie sociale sont la responsabilité exclusive des auteurs et n'engagent que ceux-ci. Les textes sont disponibles sur le site web de l'ARUC en économie sociale à l'adresse suivante : [www.aruc-es.uqam.ca](http://www.aruc-es.uqam.ca).

Jean-Marc Fontan  
Codirecteur

Nancy Neamtan  
Codirectrice



## Table des matières

---

<b>Liste des figures et des tableaux .....</b>	<b>iii</b>
<i>Liste des figures .....</i>	<i>iii</i>
<i>Liste des tableaux.....</i>	<i>iii</i>
<b>Liste des abréviations, sigles et acronymes .....</b>	<b>v</b>
<b>Préambule.....</b>	<b>vii</b>
<b>Introduction : L'économie sociale dans le modèle québécois de développement.....</b>	<b>1</b>
<b>1. Définition de l'économie sociale : une entreprise économique et sociale .....</b>	<b>5</b>
<b>2. L'économie sociale en chiffres .....</b>	<b>9</b>
2.1 <i>L'économie sociale au Québec : un nouvel élan dans les deux dernières</i> <i>décennies (1980-2000).....</i>	<i>9</i>
2.2 <i>L'économie sociale en Outaouais.....</i>	<i>10</i>
2.2.1 <i>Les organisations communautaires en Outaouais.....</i>	<i>11</i>
2.2.2 <i>Les coopératives.....</i>	<i>24</i>
<b>3. Les dispositifs publics et associatifs de développement local et régional qui ont</b> <b>un volet d'économie sociale.....</b>	<b>33</b>
3.1 <i>Le palier régional .....</i>	<i>33</i>
3.1.1 <i>Le Conseil Régional de Développement de l'Outaouais (CRDO).....</i>	<i>33</i>
3.1.3 <i>Le Conseil régional de la culture et le Conseil régional de</i> <i>l'environnement.....</i>	<i>37</i>
3.2 <i>Le palier local.....</i>	<i>38</i>
3.2.1 <i>Le Centre local de développement (CLD).....</i>	<i>38</i>
3.2.2 <i>Les Municipalités régionales de comté (MRC) .....</i>	<i>43</i>
3.2.3 <i>Les Centres locaux d'emplois (CLE).....</i>	<i>43</i>
3.2.4 <i>Les Corporations de développement économique communautaire (CDÉC)...</i>	<i>44</i>

3.2.6	<i>Les Corporations de développement communautaire (CDC)</i> .....	46
3.2.7	<i>Les Centres locaux de services communautaires (CLSC)</i> .....	47
3.3	<i>Un appui financier pour les entreprises d'économie sociale</i> .....	48
3.3.1	<i>La Société de diversification économique de l'Outaouais (SDEO)</i> .....	48
3.3.2	<i>La Régie régionale de la santé et des services sociaux (RRSSS)</i> .....	48
3.3.3	<i>Centraide Outaouais</i> .....	49
3.3.4	<i>Le Fonds de lutte contre la pauvreté</i> .....	49
<b>4.</b>	<b>L'économie sociale et l'Université du Québec en Outaouais (UQO)</b> .....	<b>51</b>
4.1	<i>L'économie sociale sur le réseau Internet</i> .....	52
	<b>Conclusion</b> .....	<b>55</b>
	<b>Bibliographie</b> .....	<b>59</b>

#### Liste des annexes

Annexe I :	Liste des organisations communautaires en Outaouais par municipalité ....	61
Annexe II :	Liste des coopératives en Outaouais par municipalité.....	69
Annexe III :	Définition des cinq grands types de coopératives .....	73
Annexe IV :	Objectifs du CRDO en matière d'économie sociale, les actions et les résultats visés .....	77
Annexe V :	Préoccupations et actions en matière d'économie sociale identifiées dans le plan d'action du CLD .....	83
Annexe VI :	Quelques sites Internet pertinents: Outaouais et économie sociale.....	87
Annexe VII :	Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais.....	91
Annexe VIII :	Présentation de l'ARUC-ÉS .....	95
Annexe IX :	Liste des cahiers de l'ARUC-ÉS.....	99

## Liste des figures et des tableaux

---

### Liste des figures

Figure 1 : Localisation des organisations, des coopératives et des dispositifs de développement de l'économie sociale en Outaouais.....	11
Figure 2 : Répartition des coopératives en Outaouais par type (1999).....	24
Figure 3 : Localisation des coopératives en Outaouais, 2002 .....	26
Figure 4 : Nombre d'entreprises soutenues par les CLD au Québec selon le type de Fonds.....	36
Figure 5 : Proportion des ressources financières attribuées par les CLD au Québec selon le type de Fonds 1998-2000 .....	36
Figure 6 : Nombre d'entreprises soutenues par les CLD en Outaouais selon le type de Fonds 1998-2000.....	37
Figure 7 : Proportion des ressources financières attribuées par les CLD en Outaouais selon le type de Fonds 1998-2000 .....	37
Figure 8 : Proportion des ressources financières attribuées par le CLD Gatineau selon le type de Fonds 2001.....	39
Figure 9 : Répartition des ressources financières attribuées par la Régie aux organismes par territoire, année 1999-2000 .....	46

### Liste des tableaux

Tableau 1 : .....Répartition des organisations communautaires en Outaouais par sous-régions .....	12
Tableau 2 : .....Répartition des organisations communautaires dans la nouvelle ville de Gatineau par secteurs .....	14
Tableau 3 : Nombre de coopératives par secteur d'activité selon le type (1999) .....	27





## Liste des abréviations, sigles et acronymes

---

ARUC :	Alliance de recherche universités-communautés
BLUM :	Bureau de liaison Université-Milieu
CAP Santé :	Centre d'activités promotionnelles en santé
CCO :	Conseil des coopératives de l'Outaouais
CCQ :	Conseil de la coopération du Québec
CDC :	Corporation de développement communautaire
CDÉC :	Coopérative de développement économique communautaire
CDR :	Coopérative de développement régional
CDROL :	Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides
CÉRIS :	Centre d'étude et de recherche en intervention sociale
CFER :	Centre de formation en entreprise et récupération
CFO :	Coopérative funéraire de l'Outaouais
CIRIEC :	Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives
CJE :	Carrefour Jeunesse-emploi
CJEO :	Carrefour Jeunesse-emploi de l'Outaouais
CJS :	Coopérative jeunesse de service
CLD :	Centre local de développement
CLE :	Centre local d'emploi
CLSC :	Centre local de services communautaires
CPE :	Centre de la petite enfance
CQRS :	Conseil québécois de la recherche sociale
CRAIE :	Centre régional d'analyse intégrée en entrepreneurship de l'Outaouais
CRC :	Conseil régional de la culture
CRCO :	Conseil régional de la culture de l'Outaouais
CRD :	Conseil régional de développement
CRDC :	Chaire de recherche en développement des collectivités
CRDO :	Conseil régional de développement de l'Outaouais
CRE :	Conseil régional de l'environnement
CREDDO :	Conseil régional de l'environnement et du développement durable de l'Outaouais
CRÉEOM :	Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi de l'Outaouais métropolitain
CRÉS :	Comité régional d'économie sociale
CRSH :	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

CSMO-ESAC :	Comité sectoriel de la main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire
EESAD :	Entreprise d'économie sociale en aide domestique
FCAR :	Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche
FDEES :	Fonds de développement des entreprises en économie sociale
FECHO :	Fédération des coopératives d'habitation de l'Outaouais
FIL :	Fonds d'investissement local
FJP :	Fonds jeunes promoteurs
FLI :	Fonds local d'investissement
GÉRIS :	Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale
HEC :	L'école des Hautes études commerciales
HPOU :	Habitations partagées de l'Outaouais
ISQ :	Institut de la statistique du Québec
LIC :	Liste industries et commerces
MRC :	Municipalité régionale de comté
OBNL :	Organisme à but non lucratif
ODEC :	Organisme de développement et d'entraide communautaire
ODEC :	Organisme de développement et d'entraide communautaire
PALÉE :	Plan d'action local en matière de développement économique et de l'emploi
ROCP :	Regroupement des organismes communautaires du Pontiac
RRSSS :	Régie régionale de la santé et des services sociaux
SACA :	Secrétariat à l'action communautaire autonome
SADC :	Société d'aide au développement des collectivités
SDEO :	Société de diversification économique de l'Outaouais
SDEO :	Société de diversification économique de l'Outaouais
UQAH :	Université du Québec à Hull (maintenant UQO)
UQÀM :	Université du Québec à Montréal
UQAR :	Université du Québec à Rimouski
UQO :	Université du Québec en Outaouais (anciennement UQAH)

## Préambule

---

### **Une série de portraits sur l'Outaouais : un tremplin pour la recherche en développement local et régional<sup>1</sup>**

L'étude du développement local et régional en Outaouais, région unique à plusieurs égards notamment aux plans de sa localisation géographique, de sa population et de son économie, mérite une attention toute particulière. Car l'Outaouais a pris, selon nous, un nouveau virage et s'est engagé, au cours des dernières années, vers une plus grande autonomie régionale.

Mais qu'en est-il vraiment? Quelle est l'évolution de l'Outaouais? Quelle est sa situation actuelle et où s'en va-t-elle? Quels sont les principaux enjeux et les défis auxquels elle aura à faire face dans un avenir prochain? Curieusement bien peu d'études portent sur cette région et encore moins sous l'angle du développement régional. Bien sûr, certains organismes possèdent leur propre portrait de la région, mais celui-ci n'est souvent axé que sur des préoccupations spécifiques. Quant à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), elle n'a pas encore de portrait global de l'Outaouais. Compte tenu du double rôle de l'Université, celui d'être une source majeure de savoir dans la région et d'autre part de répondre aux nouveaux besoins qui se manifestent dans son milieu, il devenait donc urgent de se doter d'un véritable programme de recherche en la matière. D'autant plus que le développement régional est devenu une priorité de formation et de recherche à l'UQO<sup>2</sup>. Plusieurs innovations récentes le prouvent bien. Des nouveaux programmes sont nés : maîtrise en développement régional et baccalauréat en sciences sociales avec possibilité d'une mineure en développement local et régional<sup>3</sup>. L'université compte aujourd'hui sur une nouvelle équipe professorale multidisciplinaire composée de sociologues, de

---

<sup>1</sup> Cette série est publiée par la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC). Seul le portrait de l'économie sociale en Outaouais est disponible dans la collection des cahiers ARUC-ÉS.

<sup>2</sup> Voir annexe VII pour les principaux axes de recherche de la Chaire de recherche en développement des collectivités.

<sup>3</sup> Pour plus d'information, consultez le site de l'UQO : <http://www.uqo.ca>

politologues, d'historiens et de géographes. Et l'Université adoptait récemment un nouveau nom<sup>4</sup> qui démontre bien toute l'importance de la dimension régionale.

Les objectifs spécifiques de ces portraits sont les suivants. D'abord, cette série donnera la possibilité aux étudiants tout comme aux professeurs, aux organismes du milieu ou au public en général, d'acquérir des connaissances nouvelles sur la région. Ensuite, en réalisant les portraits, nous voulons répertorier l'ensemble des informations démographiques, économiques, politiques, sociales et culturelles régionales. Nous espérons également qu'à la lecture de ces études, des questionnements, des hypothèses ou des solutions se manifesteront à l'esprit de la communauté et des chercheurs (étudiants ou professeurs) qui orienteront, par la suite, leur projet de recherche vers une problématique liée étroitement à la région. En somme, les portraits sont un tremplin pour créer d'autres projets et innover en matière de développement local et régional.

Ceci dit, à l'heure actuelle, la série comptera six portraits<sup>5</sup> qui étudient la région de l'Outaouais selon les thématiques suivantes :

<b>Portrait démographique</b>	<b>Portrait social</b>	<b>Portrait du territoire</b>
<b>Portrait économique</b>	<b>Portrait culturel</b>	<b>Portrait de l'économie sociale</b>

Pour en savoir plus sur la problématique sous-jacente à ces portraits :

FAVREAU, Louis (2003). *Le développement des territoires : trois questions-clés*. Cahiers de la Chaire de recherche en développement des collectivités, Série Développement régional, no. 1.

---

<sup>4</sup> L'Université du Québec à Hull (UQAH) s'appelle aujourd'hui l'Université du Québec en Outaouais(UQO).

<sup>5</sup> Certains portraits sont déjà publiés, d'autres sont en chantier et seront publiés prochainement.

## **Introduction : L'économie sociale dans le modèle québécois de développement**

---

Le modèle québécois de développement n'est pas statique. Au contraire, il se renouvelle constamment pour s'adapter aux nouvelles réalités socioéconomiques. C'est dans ce contexte que l'économie sociale, redécouverte au cours de la dernière décennie comme stratégie d'intervention pour favoriser le développement local et régional, devient une composante essentielle de ce nouveau modèle au Québec comme dans ses régions.

« Les acteurs sociaux du Québec de la dernière décennie (1990-2000) sont en quelque sorte à réinventer graduellement, en se servant de l'État québécois comme d'un levier, une nouvelle génération d'organisations et d'institutions permettant de stimuler la restructuration de l'économie québécoise, dans un sens qui tient davantage compte de l'intérêt social général et donc des deux dimensions, sociale et économique, du développement. » (Favreau, 2002 : 201)

Ainsi, trois types d'économies se croisent au Québec : l'économie publique (50 %), l'économie privée (42 %) et l'économie sociale (8 %) (Comeau, Favreau, Lévesque et Mendell, 2001).

Nouvelle l'économie sociale? Selon Comeau et *al.* (2001), l'économie sociale est aussi vieille que le capitalisme. Au Québec, ils distinguent d'ailleurs quatre générations d'économie sociale :

- 1860-1930 : naissance de mutuelles, de coopératives agricoles et de coopératives dans le secteur de l'épargne et du crédit.
- 1930-1970 : le mouvement coopératif se diversifie et s'élargit.
- 1970-1980 : des organisations utilisent la formule d'organisme à but non lucratif (OBNL) pour développer des entreprises d'économie sociale.
- 1980-... : des organisations communautaires sont directement branchées sur la question de l'emploi et on assiste à la croissance de fonds de développement.

L'économie sociale a toutefois pris un nouvel envol en 1995 avec la Marche des femmes contre la pauvreté qui avait comme revendication principale la mise en place d'un programme d'infrastructures sociales procurant des emplois accessibles aux femmes. En réponse à cette revendication, le gouvernement créait un Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale et mettait en place des Comités régionaux d'économie

sociale (CRÉS) dans les régions qui seront, par la suite, arrimés aux Conseils régionaux de développement (CRD). L'année 1996 est également déterminante lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, lorsque le gouvernement s'engage à soutenir l'économie sociale et met en place un Groupe le travail sur l'économie sociale qui deviendra par la suite le Chantier de l'économie sociale. Devenu en 1999 une corporation autonome à but non lucratif, le Chantier a pour principale mission de « promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socioéconomique du Québec et ce faisant, de faire reconnaître le caractère pluriel de notre économie » ( <http://www.chantier.qc.ca/> consulté en octobre 2002). En 1997, le gouvernement reconnaît formellement l'économie sociale dans le cadre de sa Politique de soutien au développement local et régional (aussi appelé livre blanc ou réforme Chevrette). L'État vient ainsi renforcer les mandats des CRD dans les régions (l'économie sociale est l'une des composantes de ce mandat) et dote les collectivités locales de Centres locaux de développement (CLD) destinés à soutenir l'entrepreneuriat autant collectif que privé avec des fonds dont l'un est spécifiquement voué à l'économie sociale. Ce modèle de développement où l'économie sociale prend une place certaine est unique au Québec qui est devenu un exemple pour plusieurs régions, lesquelles sont à la recherche d'alternatives au modèle capitaliste de développement.

### *L'économie sociale dans le développement de la région de l'Outaouais*

En Outaouais, quelle place occupe l'économie sociale? Quelle est son évolution au cours des dernières années? Quels sont les principaux acteurs aux paliers régional et local qui soutiennent les entreprises d'économie sociale? Comment cette dernière s'insère-t-elle dans les planifications stratégiques et les plans d'action? Et quels sont les fonds disponibles et les types de projets qu'ils soutiennent?

Sans prétendre répondre à toutes ces questions, nous avons toutefois voulu dresser un premier portrait de l'économie sociale dans la région à partir des données déjà existantes. Le portrait s'appuie également sur des données à l'échelle québécoise afin de préciser la place prise par cette économie au Québec.

À partir des données en provenance de diverses sources, le portrait de l'économie sociale en Outaouais est construit en cinq principales sections.

D'abord, l'économie sociale étant sujette à plusieurs interprétations, nous débutons le portrait en définissant ce concept.

Ensuite, nous dressons un portrait des entreprises d'économie sociale au Québec et principalement dans l'Outaouais.

Par la suite, nous portons notre regard sur les conseils et les organisations régionales et locales en Outaouais qui soutiennent et développent l'économie sociale.

Nous discutons brièvement des préoccupations de l'UQO en matière d'économie sociale.

Enfin, en conclusion, nous dégageons les principaux constats de la situation de l'économie sociale en Outaouais.





---

## 1. Définition de l'économie sociale : une entreprise économique et sociale

---

Qu'est-ce que l'économie sociale? Même si de plus en plus on s'entend au Québec sur une définition de base, l'économie sociale reste encore sujette à plusieurs interprétations. Avant de dresser le portrait de cette économie, il nous apparaît donc essentiel de clarifier ce concept.

La définition de l'économie sociale proposée par le Chantier de l'économie sociale lors du Sommet sur l'économie et l'emploi en 1996 (*rapport « Osons la solidarité »*) et adoptée par le gouvernement du Québec, forme une définition de base solide sur laquelle nous appuyons ce portrait. Cette définition combine deux termes : économie et sociale.

### *Économie*

L'économie sociale dans sa dimension économique « renvoie à la production concrète de biens ou de services ayant l'entreprise comme forme d'organisation et contribuant à une augmentation nette de la richesse collective » (<http://www.chantier.qc.ca/> consulté en novembre 2002). Les entreprises d'économie sociale produisent donc, tout comme les entreprises privées, des biens ou des services; elles investissent ainsi dans l'économie locale et créent des emplois. Selon L. Favreau, l'objectif économique de ces entreprises est bien présent et récurrent : l'entreprise d'économie sociale doit réaliser un certain profit pour assurer sa viabilité économique, elles visent donc à conquérir une part de marché (conférence 2002)<sup>6</sup>. Car l'entreprise d'économie sociale qui peut prendre la forme de coopératives ou d'OBNL n'est pas limitée à un seul secteur d'activité. Elle évolue en fait dans de multiples secteurs comme l'alimentation, l'immobilier, la santé, l'éducation, la culture, le tourisme, le loisir, le transport, les ressources naturelles et bien d'autres. Ce qui distingue les entreprises d'économie sociale réside dans le fait qu'elles associent des personnes pour entreprendre autrement selon l'expression fort heureuse de l'économiste

---

<sup>6</sup> Conférence donnée par Louis Favreau dans le cadre d'un cours à la maîtrise en développement régional à l'Université du Québec en Outaouais.

Danièle Demoustier dans son dernier ouvrage : *L'économie sociale et solidaire : s'associer pour entreprendre autrement* (2001)<sup>7</sup>.

### **Sociale**

L'économie sociale dans sa dimension sociale,

« réfère à la rentabilité sociale, et non purement économique de ces activités. Cette rentabilité s'évalue par la contribution au développement démocratique, par le soutien d'une citoyenneté active, par la promotion de valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective. La rentabilité sociale contribue donc à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services. Tout comme pour le secteur public et le secteur privé traditionnel, cette rentabilité sociale peut aussi être évaluée en fonction du nombre d'emplois créés. » (<http://www.chantier.qc.ca/> consulté en novembre 2002)

---

<sup>7</sup> Pour approfondir davantage le concept de l'économie sociale, voici quelques références pertinentes. D'abord, en ce qui a trait aux travaux de recherche, nous vous référons d'une part à la revue *Économie et solidarité*, spécialisée dans le domaine et d'autre part, à la Collection *Pratiques et politiques sociales et économiques* aux Presses de l'Université du Québec (<http://www.puq.quebec.ca/>). Ensuite, nous vous suggérons des ouvrages québécois, français et belges qui contribuent à la recherche dans le domaine de l'économie sociale. Pour le Québec :

FAVREAU, Louis et Benoît LÉVESQUE (1996), *Développement économique communautaire, économie sociale et intervention*, Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 256 pages.

COMEAU, FAVREAU, LÉVESQUE ET MENDELL (2001), *Emploi, économie sociale et développement local, les nouvelles filières*, Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 336 pages.

FAVREAU, Louis et Lucie FRÉCHETTE (2002), *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 201 pages.

Pour la France, nous vous référons aux ouvrages suivants :

DEMOUSTIER, Danièle (2001), *L'économie sociale et solidaire : s'associer pour entreprendre autrement*, Paris, Syros, 206 pages.

BIDET, Éric (2000), « Économie sociale : un éclairage théorique sur un concept méconnu », dans *Revue Économie et Solidarité*, No. 31-2, p.64 à 81.

BIDET, Éric (1997), *L'économie sociale*, Paris, Édition le monde, Collection Marabout, 212 pages.

LAVILLE, Jean-Louis (sous la direction) (1994), *L'économie solidaire une perspective internationale*, Paris, Édition Desclée de Brouwer, Collection sociologie économique, 334 pages.

Pour la Belgique, nous vous référons à l'ouvrage suivant :

DEFOURNY, Jacques, Patrick DEVELTÈRE et Bénédicte FONTENEAU (1999), *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Ouvertures économiques, De Boeck Université, 280 pages.

Pour affiner davantage la compréhension des motivations sous-jacentes aux entreprises d'économie sociale, selon L. Favreau, trois principales raisons incitent les entrepreneurs sociaux à démarrer une entreprise (Conférence 2002). Les voici :

- pour répondre à des besoins sociaux précis dans une communauté;
- pour reconstruire une identité par la création d'un projet collectif (réseau);
- pour faire une économie autrement et changer la société en participant au mieux-être de la collectivité (volonté de transformation sociale).

### ***Des entreprises enracinées dans leurs collectivités***

Selon Vaillancourt et Favreau, trois éléments distinguent la nouvelle génération d'entreprises d'économie sociale (1980 à aujourd'hui) des précédentes: « les demandes sociales auxquelles ces initiatives cherchent à répondre; les acteurs qui les animent; la volonté explicite de changement social » (2000 : 2). Ces caractéristiques tissent des liens étroits entre le territoire et l'entreprise d'une part, parce que les entrepreneurs sociaux sont issus du milieu et, d'autre part, ce type d'entreprise utilise les ressources et les forces du milieu. De plus, l'entreprise a comme principal objectif le développement socioéconomique de sa collectivité. Ainsi, les entreprises d'économie sociale sont des acteurs importants qui participent pleinement au développement local et régional. En outre, selon les observations de l'Association des régions du Québec, l'économie sociale aurait un impact certain sur le renforcement d'une culture entrepreneuriale collective, sur la diversification de l'économie, sur la création d'emplois et la consolidation d'emplois précaires, sur la réponse apportée à des besoins sociaux par des projets économiquement viables et sur la revitalisation des milieux de vie (Association des régions du Québec, 2000 : 5-6), tous des objectifs inscrits à l'agenda du développement des régions et des collectivités québécoises. Dans l'Outaouais aussi.

La définition de l'économie sociale étant davantage clarifiée, nous pouvons dès lors dresser son portrait pour la région de l'Outaouais.



---

## 2. L'économie sociale en chiffres

---

### 2.1 L'économie sociale au Québec : un nouvel élan dans les deux dernières décennies (1980-2000)

Au Québec, l'économie sociale a connu un formidable essor au cours des deux dernières décennies. C'est du moins le constat qui émane d'une étude réalisée par le Comité sectoriel de la main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ESAC)<sup>8</sup>. Selon ces données, le Québec compterait 6 254 entreprises d'économie sociale en l'an 2000, réparties comme suit : 63 % sont des OBNL et 37 %, des coopératives. Ces entreprises procurent de l'emploi à 65 028 personnes (69 % dans les OBNL et 21 % dans les coopératives) et leurs chiffres d'affaires totalisent 4,3 milliards \$ (30 % pour les OBNL et 70 % pour les coopératives). L'économie sociale représente donc au Québec un important secteur de l'économie qui est déjà bien implanté et qui comporte des caractéristiques particulières. Voyons lesquelles.

D'abord, toujours selon l'enquête du CSMO-ESAC, 65 % des organisations et des entreprises d'économie sociale existent depuis plus de 10 ans et 22 % depuis plus de 20 ans, démontrant hors de tout doute la durabilité de ce type d'entreprise.

Ensuite, l'enquête vient confirmer l'ancrage et le lien de ces organisations dans leur communauté par deux constats. D'une part, les usagers des services occupent 40 % des sièges dans les conseils d'administration et, d'autre part, 87 % des entreprises d'économie sociale concentrent leurs activités sur le territoire régional que ce soit au niveau de l'ensemble de la région administrative (17 %), dans plusieurs municipalités (41 %), dans leur municipalité ou dans leur quartier (29 %).

Par ailleurs, le financement des entreprises d'économie sociale provient à 64 % de contributions gouvernementales tandis que 36 % sont des revenus générés par les entreprises elles-mêmes. Ces entreprises sont généralement de petite ou moyenne taille car

---

<sup>8</sup> Le Comité sectoriel de la main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO ESAC) est un organisme à but non lucratif créé en 1997 qui a pour mission de favoriser et de consolider la concertation et le partenariat afin de résoudre les problèmes de main-d'œuvre communs aux entreprises et aux organismes du secteur. Pour en savoir plus : <http://www.csmoesac.qc.ca/>

elles emploient entre 2 et 40 personnes, pour une moyenne de 12 personnes. Elles se distinguent également par leur main-d'œuvre qui est, dans 60% des cas, âgée de plus de 35 ans, majoritairement composée de femmes (76 %) et fortement scolarisée (43 % détiennent un diplôme universitaire et 31 %, un diplôme collégial).

Cette enquête campe bien l'état de l'économie sociale au Québec. Pour l'Outaouais, quelle est la situation?

## **2.2 L'économie sociale en Outaouais**

En Outaouais, un portrait statistique de l'économie sociale, tel que celui du Québec, n'existe pas<sup>9</sup>. Il y a bien plusieurs données sur les coopératives qui nous permettent de dresser un portrait statistique de base pour cette catégorie d'entreprises sociales. Mais les données sur les OBNL sont éparpillées ici et là et classifiées par catégories ou sous-régions. Malgré cette lacune, nous avons tenté d'estimer le nombre d'organisations communautaires. Il va sans dire que ces chiffres sont une première esquisse et demanderont une vérification plus serrée dans le futur. Par contre, au cours des dernières années, certaines organisations, dont la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC)<sup>10</sup> et le Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS)<sup>11</sup> de l'UQO ont produit des études sur des entreprises d'économie sociale en Outaouais. Ces dernières seront brièvement présentées dans cette section.

Ainsi, d'après nos estimations préliminaires, l'Outaouais compterait au moins 332 entreprises d'économie sociale réparties comme suit : organisations communautaires (71 %) et coopératives (29 %). Rappelons que la part des coopératives pour le Québec est de 37 %. Nous présentons les données pour ces deux groupes dans les parties qui suivent.

---

<sup>9</sup> En 1996, un portrait de l'économie sociale dans l'Outaouais a été réalisé par le Bureau de liaison université-milieu (BLUM) pour le Comité régional d'économie sociale. Toutefois, à l'époque, la définition de l'économie sociale était sujette à plusieurs interprétations. L'étude intègre trop d'organismes de toutes sortes (ex. : Clubs de lion, Chevaliers de Colomb, Scouts et Guides, etc.). Ces types d'organismes ne faisant pas partie de l'économie sociale, nous ne pouvons référer à cette étude.

<sup>10</sup> Autrefois connu sous le nom de la Chaire de recherche en développement communautaire (CRDC).

<sup>11</sup> Autrefois connu sous le nom du Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale (GÉRIS).

### **2.2.1 Les organisations communautaires en Outaouais**

À notre connaissance, il n'existe pas de liste exhaustive des organisations communautaires pour l'ensemble de la région de l'Outaouais. Par contre, quatre sources nous ont permis d'en recenser une bonne partie. D'abord, le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec (SACA) recense les organisations communautaires sur une base volontaire, lesquelles, pour y figurer, doivent compléter un formulaire. Une deuxième liste, tenue par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, répertorie les organisations œuvrant dans le domaine de la santé et des services sociaux. En troisième lieu, nous avons eu recours aux données du ministère de la Famille et de l'enfance pour la liste des Centres de la petite enfance (CPE). Enfin, le Centre d'activités promotionnelles en santé de l'Outaouais (C.A.P. Santé), une organisation communautaire à caractère régional, tient un bottin des ressources que nous avons pu consulter via leur site Internet. Évidemment, lorsqu'une organisation était inscrite sur plus d'une liste, nous avons effectué une seule compilation. La combinaison de ces quatre listes nous permet d'affirmer que l'Outaouais compte, au minimum, 237 organisations communautaires<sup>12</sup> (l'annexe I présente l'ensemble des organisations répertoriées).

#### *2.2.1.1 Une répartition inégale des organisations communautaires sur le territoire*

Pour évaluer la répartition spatiale des organisations sur le territoire Outaouais, nous avons d'abord localisé celles-ci selon les cinq sous-régions et calculé, par la suite, leur proportion par rapport à l'ensemble des organisations dans la région. Nous avons ensuite comparé cette proportion avec le poids démographique des sous-régions<sup>13</sup> (tableau 1). De cette comparaison, quelques constats se dégagent.

---

<sup>12</sup> Ce nombre est minimal car plusieurs organisations communautaires ne sont pas inscrites dans ces listes.

<sup>13</sup> Pour en savoir plus, voir le portrait démographique de l'Outaouais par Chantale Doucet, sous la direction de Louis Favreau et Martin Robitaille.

**Tableau 1 : Répartition des organisations communautaires en Outaouais par sous-régions**

Sous-régions	nombre d'OBNL	%	Poids de la population
<b>Nouvelle ville de Gatineau</b>	169	71	71
<b>Papineau</b>	19	8	7
<b>Pontiac</b>	16	7	5
<b>Vallée-de-la-Gatineau</b>	19	8	7
<b>Collines</b>	14	6	11
<b>Total</b>	<b>237</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Tout d'abord, la nouvelle ville de Gatineau concentre 71 % des organisations communautaires. Ce qui coïncide avec le poids démographique de la population sur le territoire.

Ensuite, la répartition des organisations communautaires est similaire pour les quatre MRC (entre 6 % et 8 %). Toutefois, même si la MRC Pontiac concentre 7 % des organisations, elle se démarque des autres sous-régions car son poids démographique est le plus faible de la région (5 %).

Par ailleurs, la proportion des organisations communautaires dans les MRC de Papineau et de la Vallée-de-la-Gatineau (8 %) est similaire à leur poids démographique (7 %).

Enfin, même si la MRC des Collines est la deuxième sous-région en importance dans l'Outaouais (11 % de la population y réside), elle est celle qui compte le moins d'organisations communautaires sur son territoire (6 %). D'ailleurs, le même constat se dégage concernant les entreprises privées qui y sont, tout comme les entreprises sociales, peu nombreuses.

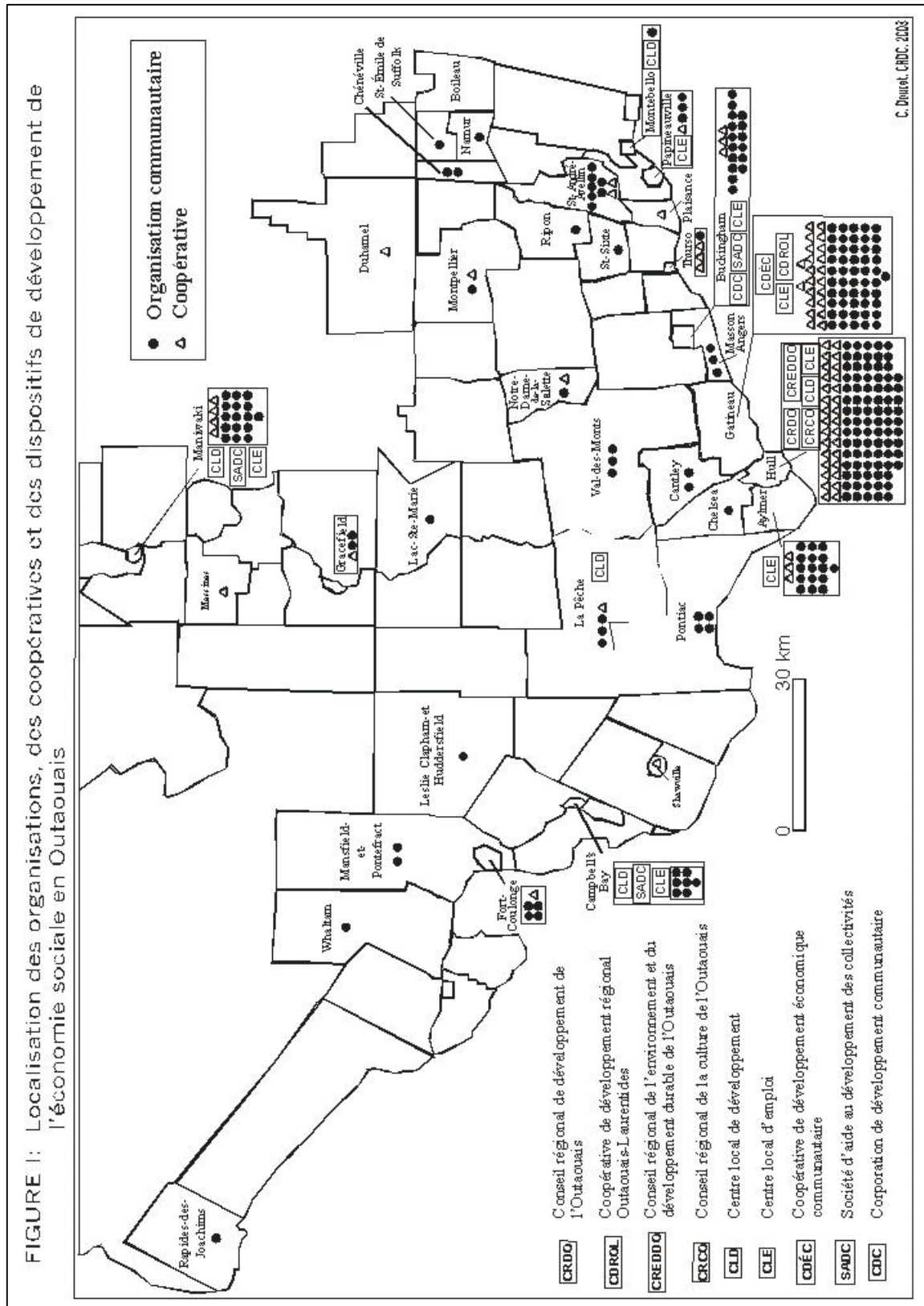
Les organisations communautaires sont aussi inégalement réparties à l'intérieur des sous-régions.

#### *2.2.1.2 Répartition des organisations dans chacune des sous-régions*

Dans la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau, les organisations sont majoritairement concentrées à Maniwaki, ville centre. Pour les MRC Pontiac et Papineau, même si les organisations sont plus nombreuses au sein des municipalités les plus peuplées (Campbell's Bay dans le cas de Pontiac et Saint-André-Avellin pour Papineau), on observe



une certaine dispersion. Enfin, dans la MRC des Collines, les organisations sont davantage dispersées sur le territoire (figure 1).



Dans la nouvelle ville de Gatineau, en comparant le nombre d'organisations par secteur et le nombre d'habitants, deux pôles se démarquent (tableau 2). Premièrement, le secteur de Hull abrite 49 % des organisations communautaires contre 29 % de la population, faisant de lui un pôle important non seulement dans la nouvelle ville mais également dans l'Outaouais. Les organisations qui ont pignon sur rue à Hull ont souvent une portée régionale et sont donc situées dans la ville centre, ce qui explique cette forte concentration.

**Tableau 2 : Répartition des organisations communautaires dans la nouvelle ville de Gatineau par secteurs**

Secteurs	Nombre d'OBNL	%	Poids de la population
Aylmer	16	9	16
Buckingham	16	9	5
Gatineau	51	30	46
Hull	83	49	29
Masson-Angers	3	2	4
<b>Total</b>	<b>169</b>	<b>100</b>	<b>100,0</b>

Le deuxième pôle qui se démarque est celui de Buckingham avec un poids démographique dépassant à peine les 5 % mais concentrant 9 % des organisations communautaires de la nouvelle ville. En fait, cette forte proportion s'explique en partie par le fait que plusieurs organisations installées à Buckingham desservent également la MRC Papineau. Par exemple, le Carrefour Jeunesse-emploi Papineau et la Corporation de développement communautaire (CDC) Rond Point, tous deux localisés à Buckingham, offrent des services aux organisations situées dans la Vallée-de-la-Lièvre et dans la Petite-Nation<sup>14</sup>. Les pratiques communautaires sur ce territoire d'appartenance ont d'ailleurs fait l'objet d'une étude intéressante qui démontre leur engagement économique et social dans ces communautés.

<sup>14</sup> La Vallée-de-la-Lièvre ne correspond pas aux limites mercéennes mais regroupe plusieurs municipalités dont Buckingham, Masson-Angers, les municipalités au sud de la MRC de la Vallée de la Gatineau et celles à l'est de la MRC des Collines. Quant à la Petite-Nation, ses limites recoupent celles de la MRC Papineau.

### 2.2.1.3 *Les pratiques communautaires sur le territoire de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-Nation*

En 1998, la CDC Rond Point réalisait une étude qui visait à connaître davantage les pratiques communautaires sur le territoire de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-Nation (Tessier, 1998). L'enquête qui porte sur 39 organisations démontre, qu'entre 1989 et 1998, le nombre d'organisations a doublé sur le territoire.

« Cette croissance dans le développement des groupes met en perspective les réponses du milieu communautaire à des courants sociaux qui ont traversé les organismes et au sein desquels ces derniers tentent d'offrir des réponses. Nationalisme québécois, courant marxiste, mouvements écologique et féministe et la récession de 1981 entraînant un chômage massif et de nombreuses fermetures d'entreprises sont autant de situations sociales à l'origine desquelles des organismes communautaires ont vu le jour. » (Tessier, 1998 : 18).

L'impact de ces 39 services sur la population locale est important. En effet, l'étude estime que ces organisations, qui interviennent dans divers secteurs, comptent un minimum de 9 184 personnes usagers en 1998. Au cours de l'année 1996-1997, ces organisations emploient 162 travailleurs et 95 autres travailleurs sont engagés à travers des programmes d'employabilité. De plus, 1 338 bénévoles ont été actifs au sein de ces organisations, générant un total de 86 404 heures de travail non rémunéré. Au total, ce sont 11 063 personnes qui ont été rejointes par ces organisations communautaires, soit 25 % de la population du territoire (usagers + employés + bénévoles + employés par le biais de programmes d'employabilité)<sup>15</sup>.

Les sources de financement de ces organisations proviennent à 65 % de l'État et 35 % des revenus sont générés par l'organisation, ce qui est comparable à l'ensemble du Québec (64 % et 36 %). Toutefois, si l'on ajoute les sources de revenus indirects générés par le travail des bénévoles, la portion financée par le gouvernement glisse à 49 %.

La population locale bénéficie donc largement des services offerts par ces organisations qui sont également des créateurs d'emplois et des générateurs de revenus dont les retombées sont importantes. Même si nous ne disposons pas d'informations statistiques similaires pour le reste du territoire, nous pouvons présumer, avec les quelques exemples

---

<sup>15</sup> En 1996, la Vallée-de-la-Lièvre et la Petite-Nation comptent 44 789 habitants.

d'organisations communautaires présentées dans la partie qui suit, que ces impacts sont sensiblement les mêmes pour l'ensemble de l'Outaouais.

#### *2.2.1.4 Des organisations communautaires qui interviennent dans de multiples secteurs*

Les organisations communautaires de l'Outaouais offrent des services dans de multiples secteurs et à des clientèles variées (les personnes souffrant de maladie physique ou mentale, les jeunes, les personnes âgées, les personnes démunies ou itinérantes, les alcooliques et autres toxicomanes, les familles, les femmes, les hommes, les communautés culturelles, les enfants, les adolescents, les locataires, etc.). Des organisations telles que les Centres de la petite enfance (CPE), les Carrefours Jeunesse-emploi (CJE), le Centre de formation en entreprise et récupération (CFER) de l'Outaouais, les entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD), les cuisines collectives, les organisations communautaires dans le secteur du logement, l'Organisme de développement et d'entraide communautaire (ODEC) et ceux qui interviennent auprès des femmes et des pères, tous ces organismes ont fait l'objet d'études particulières dans l'Outaouais. Ces entreprises d'économie sociale sont brièvement présentées dans la partie qui suit.

#### *2.2.1.5 Les organisations pour les femmes en Outaouais*

Selon le Conseil du statut de la femme, 41 groupes de femmes offrent des services dans la région de l'Outaouais :

« sept interviennent auprès des victimes de violence conjugale et un auprès des victimes d'agressions sexuelles; quatre se préoccupent de la périnatalité; deux s'intéressent à l'intégration des femmes au marché du travail; un travaille plus particulièrement avec les femmes immigrantes et un auprès des femmes ayant eu des démêlés avec la justice; un regroupe des femmes artistes et deux des femmes d'affaires et professionnelles. Enfin, la Clinique des femmes existe toujours et une Maison des naissances a désormais pignon sur rue. D'autres groupes sont polyvalents : les centres de femmes, par exemple, utilisent une approche globale, multisectorielle et intégrée. Ils offrent des services d'information, de relation d'aide, de référence et des ateliers de formation personnelle. Aux côtés des comités de condition féminine au sein de cinq syndicats, on trouve aussi deux syndicats qui regroupent des femmes de la région; l'un est formé d'agricultrices et l'autre de travailleuses en garderie. » (Conseil du Statut de la femme, 2000 : 40)

Ces ressources sont principalement concentrées dans la nouvelle ville de Gatineau même si, dans les MRC, les besoins sont souvent criants. C'est du moins le message lancé par des

participantes à la Marche des femmes d'octobre 2000 à Papineauville dans la MRC Papineau qui ont répondu à une fiche d'évaluation qui visait à évaluer les activités de la journée et à s'informer sur les besoins des femmes en matière d'activités de solidarité. Parmi les 64 répondantes qui ont complété ces fiches, plusieurs ont manifesté le désir d'avoir une organisation ou un réseau qui se préoccupe des besoins des femmes sur le territoire de la MRC Papineau (Doucet, 2001). Face à cette forte demande sociale, le comité organisateur de la Marche a donc décidé de poursuivre ses activités et de créer une organisation qui répond aux besoins de la population féminine locale. Ainsi est née, en octobre 2002, la Corporation « Les Elles de la Petite-Nation » qui a pour objectifs :

« d'opérer et administrer une ressource pour les femmes du territoire de la Petite-Nation, de promouvoir les intérêts économiques, sociaux, familiaux des femmes, de suggérer aux différents gouvernements et organismes des politiques sociales, économiques et judiciaires pour améliorer la condition féminine; d'organiser des services et des activités pour l'épanouissement des femmes et plus particulièrement pour favoriser leur développement économique. » (Les Elles de la Petite-Nation, 2001)

Les femmes outaouaises peuvent donc compter, de plus en plus, sur ces associations pour répondre à leurs besoins. Qu'en est-il pour les hommes?

#### *2.2.1.6 Les organisations pour les hommes en Outaouais*

Il n'existe pas d'étude qui répertorie les organisations pour les hommes dans l'Outaouais. Toutefois, dans une étude qui vise à connaître si les besoins des pères sont comblés par les ressources existantes en Outaouais, Annie Devault (2000) dégage trois constats. D'abord, il y a peu de ressources pour les pères dans l'Outaouais. L'étude en recense cinq seulement. Ensuite, ces ressources répondent à des besoins pressants : « les ressources existantes sont orientées vers les pères qui éprouvent des difficultés spécifiques (i.e., divorce, violence, abus). Très peu de services existent pour les pères de la population générale » (Devault, 2000 : 9). Enfin, la majorité de ces services sont récents.

Si les entreprises d'économie sociale outaouaises semblent offrir peu de services spécifiquement pour les hommes, elles sont toutefois bien implantées aux niveaux des CPE qui répondent aux besoins des familles avec de jeunes enfants.

### 2.2.1.7 *Les Centres de la Petite Enfance (CPE)*

En 1997, la nouvelle politique familiale du Québec met en place dans les régions des CPE qui offrent à la population québécoise des services de garde en milieu familial et en « installation »<sup>16</sup> à contribution réduite (5 \$ par jour). Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), l'Outaouais compterait 40 CPE en 1997 (29 en « installation » et 11 en milieu familial) disposant au total de 3 291 places, soit 5,7 % des places disponibles au Québec. L'ISQ estime, en 1996, que l'Outaouais compte 4,8 % de la population âgée de 5 ans et moins au Québec. D'après ce chiffre, la région serait donc favorisée au niveau du nombre de places disponibles en CPE comparativement à d'autres régions québécoises. Toutefois, les besoins en garderie sont probablement plus nombreux en Outaouais pour deux raisons. D'abord, le taux d'emploi y est plus élevé et ce, pour les hommes et pour les femmes<sup>17</sup>. Ensuite, la région enregistre, depuis plusieurs années, une forte croissance démographique<sup>18</sup>. D'ailleurs, ce type d'entreprises est toujours en demande en Outaouais puisque 20 nouveaux projets de CPE sont en attente (Radio-Canada, 2002). De plus, l'économie sociale domine ce type de service car en comparaison, il n'y a que 7 garderies privées (314 places). En 2002, le répertoire du ministère de la Famille et de l'Enfance répertorie 45 CPE en Outaouais qui emploient 1 366 employés à temps plein.

Malgré ce succès, le gouvernement remet en question, pour des raisons financières, l'avenir des CPE et ce, même s'ils répondent à des besoins actuels de la population. Le même questionnement se pose pour les Carrefours Jeunesse-emploi, des entreprises d'économie sociale qui soutiennent les jeunes adultes.

---

<sup>16</sup> « Depuis l'adoption de la politique familiale du gouvernement du Québec, en vigueur depuis le 1er septembre 1997, le mode de garde régi porte le nom de service de garde en "installation". Chaque installation ne peut accueillir plus d'enfants que le nombre indiqué à son permis, la capacité maximale étant établie à 80 enfants » (<http://www.fcpeq.qc.ca/>).

<sup>17</sup> Pour en savoir plus, voir le portrait économique de l'Outaouais : <http://www.uqo.ca/observer/>

<sup>18</sup> Pour en savoir plus, voir le portrait démographique de l'Outaouais par Chantale Doucet, sous la direction de Louis Favreau et Martin Robitaille.

### 2.2.1.8 *Les Carrefours Jeunesse-emploi (CJE)*

Selon le Réseau des Carrefours Jeunesse-emploi, le Québec comptait 106 CJE en 2002<sup>19</sup>. Les CJE sont des OBNL qui offrent des services aux jeunes adultes de 16 à 35 ans pour trouver un emploi, pour retourner aux études ou pour démarrer une entreprise. Le premier CJE a été fondé dans l'Outaouais en 1983 sous l'initiative d'intervenants sociaux du Centre local de services communautaires (CLSC) qui étaient préoccupés par la situation des jeunes de Gatineau « car en 1983, l'Outaouais avait les plus forts taux de chômage et de décrochage de tout le Québec » (Beaudoin et Favreau, 2000 : 9). En 1996, parrainées par le CJE de l'Outaouais (CJEO), ces organisations s'implantent ailleurs au Québec. « Le gouvernement québécois a reconnu formellement cet organisme comme un modèle d'organisme communautaire d'insertion et a favorisé sa diffusion dans toutes les régions du Québec » (Beaudoin et Favreau, 2000 : 3). Aujourd'hui, quatre CJE sont implantés en Outaouais et offrent des services sur l'ensemble du territoire régional : le CJE Outaouais (Gatineau, Hull) avec, depuis 2001, un point de services à Aylmer; le CJE de Papineau situé à Buckingham, avec un point de service à Saint-André-Avellin dans la MRC Papineau; le CJE du Pontiac et le CJE de la Vallée-de-la-Gatineau.

Les Carrefours ont un impact important pour les jeunes adultes dans la région :

« Le volume des activités d'insertion du CJEO a considérablement augmenté dès la fin de la décennie 1980 et, au début des années 1990, le CJE est devenu une organisation relativement importante par son appartenance au milieu communautaire de l'Outaouais, sa clientèle et ses ressources humaines plus nombreuses; son budget de fonctionnement, la diversité de ses bailleurs de fonds et de ses partenaires, etc. » (Assogba, 2000 : 75)

Le CJEO, qui dessert les secteurs de Aylmer, Gatineau et Hull, a d'ailleurs vérifié l'importance de ses retombées en 2001 avec un sondage auprès des usagers et avec une compilation annuelle de statistiques. D'abord, le sondage révèle que 98,4 % de la clientèle recommandent les services du CJEO et 98,4 % affirment que l'organisme répond à leurs besoins spécifiques. De plus, le niveau de motivation des usagers passe de 64,3 % à 89 %

---

<sup>19</sup> Le Réseau a pour mission de regrouper et de représenter les CJE afin de développer, de promouvoir et de défendre collectivement une approche communautaire adaptée aux besoins locaux, visant à favoriser l'intégration sociale et économique des jeunes adultes québécois (<http://www.cjereseau.org/mission.html>).

suite à leur démarche au sein du CJEO et 89 % des personnes interrogées passent à l'action. Ensuite, dans son rapport d'activité, le CJEO estime que 2 708 jeunes adultes ont participé à des démarches structurées pour l'année 2001-2002. Sur ce nombre, 519 sont retournés aux études, 1 248 ont occupé un nouvel emploi, 11 ont démarré une entreprise et 45 se sont maintenus en affaire.

Ici encore, cette entreprise d'économie sociale profite aux collectivités et particulièrement aux jeunes adultes. Pour cette même clientèle, l'Outaouais compte également sur d'autres organisations notamment des entreprises d'insertion comme le Centre de formation en entreprise et récupération.

#### *2.2.1.9 Le Centre de formation en entreprise et récupération (CFER) de l'Outaouais*

On compte 21 CFER au Québec dont un en Outaouais. Le CFER de l'Outaouais, est une OBNL de recyclage qui vise l'insertion professionnelle des jeunes en offrant une formation en atelier de tri et de travail en imprimerie. « Le CFER représente une alternative à la scolarisation traditionnelle en poursuivant des objectifs précis grâce à une formule spécifique, la formation par le travail, par une activité économique » (Gaudreau et Favreau, 1998 : 27). En Outaouais, cette usine école, en pleine croissance, compte une centaine de clients commerciaux et gère les matières résiduelles de cinq municipalités rurales.

Outre les jeunes, les entreprises d'économie sociale viennent également en aide aux personnes âgées. C'est du moins le cas des entreprises en aide domestique.

#### *2.2.1.10 Les entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD)*

Suite au Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996, une centaine d'EESAD ont été créées à travers le Québec. Ces entreprises, qui bénéficient d'un soutien financier du gouvernement du Québec, offrent des services d'entretien ménager, en particulier aux personnes âgées en perte d'autonomie. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a réalisé un portrait québécois (2002b) de ces entreprises qui bénéficient de l'exclusivité des services sur le territoire du CLSC avec lequel elles ont une entente<sup>20</sup>. Dans le contexte d'une société

---

<sup>20</sup> L'accréditation de nouvelles entreprises fait présentement l'objet d'un moratoire.



qui vieillit de plus en plus et où les besoins en services à domicile sont criants, ces entreprises répondent à des besoins urgents. Y a-t-il des EESAD en Outaouais?

Selon le portrait réalisé par le gouvernement, le Québec compte 103 entreprises d'aide domestique reconnues. Sur ce nombre, quatre sont localisées en Outaouais (2 sont des OBNL et 2 des coopératives), classant ainsi la région dans les derniers rangs juste avant la Côte-Nord, les Laurentides et le Nord du Québec.

Toutefois, ces quatre entreprises outaouaises procurent de l'emploi à temps plein à 93 personnes, de l'emploi à temps partiel à 60 personnes et 14 emplois administratifs. À titre indicatif, la moyenne des emplois des 17 régions du Québec est de 145 travailleurs à temps plein. Le chiffre d'affaires des EESAD outaouaises atteint 1 912 000 \$ pour l'année 2000-2001. En Outaouais, tout comme au Québec, ce type d'entreprise a connu une croissance phénoménale. Au 30 septembre 1998, le nombre de dossiers de clients actifs et le nombre d'heures de services rendus étaient évalués respectivement à 256 dossiers et 10 104 heures. Au 31 mars 2002, les EESAD de l'Outaouais s'occupent de 1 851 dossiers qui accaparent 122 560 heures. En moins de quatre ans, le nombre de clients dans ce secteur a donc crû de 623 % en Outaouais. Fait intéressant, 76 % des sources de revenu de ces entreprises en Outaouais sont auto-générées, ce qui est similaire à la moyenne des EESAD du Québec (79 %). Le gouvernement présume qu'avec la demande grandissante pour ce type de services, dans une société en vieillissement, ces entreprises d'économie sociale seront complètement autonomes d'ici quelques années.

Les entreprises d'économie sociale prennent également leur place dans le secteur de l'habitation.

#### *2.2.1.11 Les OBNL dans le secteur de l'habitation*

L'économie sociale s'est également développée en Outaouais dans le secteur de l'habitation. Nous donnons ici quatre exemples d'organisations dans ce secteur. D'abord, les Habitations partagées de l'Outaouais urbain (HPOU), fondée en 1988, est une OBNL qui jumelle les gens pour partager un même toit afin de favoriser l'entraide.

« Une condition essentielle au jumelage : le désir de s'entraider car la mission principale des HPOU est de faciliter le maintien de l'intégration

sociale chez les personnes vivant une situation de vulnérabilité économique et, d'autre part, le maintien à domicile des aînés comprenant les personnes âgées en perte d'autonomie. Ceci permet l'amélioration des conditions de vie et ce, dans un milieu de vie le plus naturel possible. » (Charlebois, 1999 : 17)

Ainsi, pour l'année 1998-1999, les Habitations partagées ont reçu et placé 5 353 appels, ont jumelé 150 personnes et soutenu 50 autres. Et la demande pour ce type de service est sans cesse en croissance.

En Outaouais, le logement est non seulement vu comme un moyen d'entraide, mais il est également utilisé pour favoriser l'insertion sociale.

« De nouvelles stratégies et dispositifs d'intervention se mettent en place dans le secteur de l'habitat sous l'initiative de certains professionnels d'établissements publics et d'organismes communautaires en faveur de personnes fragilisées sur le plan économique, social et de la santé mentale. »(Boucher, 2002 : 233)

Boucher identifie deux filières d'organisation de logements collectifs avec support communautaire dans l'Outaouais. La première, la filière de l'action collective dans le secteur du droit au logement est apparue à la fin des années 1960 sous les traits de l'organisation Logement-va-pu, un mouvement de résistance face aux importantes expropriations qui ont eu lieu sur l'île de Hull et qui a été remplacé par la suite par Logemen'occupe avec des objectifs plus larges d'accessibilité au logement. « Ainsi, Logemen'occupe se situe clairement dans la tradition populaire de la défense des droits, qui constitue en quelque sorte une première génération du mouvement communautaire moderne au Québec » (Boucher, 2002 : 163). Logemen'occupe a également instauré Mon Chez nous, un projet de logement associatif.

La deuxième filière dans le secteur de l'hébergement et du logement en santé mentale est beaucoup plus récente en Outaouais. La Maison Réalité, un centre d'accueil qui favorise l'intégration des personnes souffrant de maladie mentale, est d'abord fondée en 1982. Toutefois, lorsque les résidents quittaient ce centre pour s'insérer dans la société, le soutien communautaire était insuffisant. Pour répondre à ce besoin, « les Habitations Nouveau Départ » ont alors été organisées sur la base de ce concept de l'intervenant résidant et du suivi par des organisations communautaires spécialisées, comme on l'avait expérimenté à Montréal et planifié à Mon Chez Nous » (Boucher, 2002 : 235). Cette organisation vient

donc en aide aux personnes souffrant de maladie mentale. L'Organisme de développement et d'entraide communautaire présenté ci-dessous aussi.

#### *2.2.1.12 L'Organisme de développement et d'entraide communautaire (ODEC)*

Créé en 1987, l'Organisme de développement et d'entraide communautaire (ODEC) est un OBNL localisé à Buckingham qui offre des services de soutien en santé mentale. « Les locaux d'ODEC constituent en fait un carrefour d'interventions et de services à la population » (Beaudoin, Duguay et Fréchette, 1997 : 14). Une étude de cas réalisée par le GÉRIS (Beaudoin, Duguay et Fréchette), à travers l'historique de cet organisme, démontre l'importance de la contribution de l'ODEC au développement de son milieu et à l'amélioration des conditions de vie. D'abord, l'ODEC apporte un soutien à d'autres groupes communautaires. Ensuite, les interventions de l'organisme favorisent l'empowerment des individus et leur insertion sociale dans la communauté.

Dans un tout autre cadre mais toujours pour venir en aide à la population locale, les cuisines collectives émergent dans l'Outaouais et constituent des initiatives inscrites dans la mouvance de l'économie sociale.

#### *2.2.1.13 Les cuisines collectives*

L'entraide économique et sociale constitue le principal objectif des cuisines collectives. Ces cuisines sont en fait « un regroupement de personnes qui se réunissent périodiquement pour cuisiner pour elles-mêmes et les membres de leur famille dans la perspective de réaliser des économies et de créer des liens sociaux » (Fréchette, 1996 : 2). Mais les cuisines s'engagent également dans une démarche d'économie sociale car elles « possèdent un potentiel d'intervention qui inscrit leurs membres dans une dynamique d'insertion sociale des personnes. Certaines cuisines deviennent ensuite un tremplin vers l'insertion socioprofessionnelle » (Fréchette, 2000 : 13). Nées d'abord dans les bidonvilles d'Amérique latine, elles ont émergé à Montréal en 1985 et se sont par la suite développées aux quatre coins du Québec. En 1996, leur nombre dépasse 400. En Outaouais, la première cuisine collective est apparue à Quyon (municipalité de Pontiac) en 1989. Depuis, un répertoire régional réalisé en 1996 nous indique qu'il y a 27 cuisines collectives en Outaouais et leur expansion continue (Fréchette, 1996).

À partir de ces exemples d'initiatives d'économie sociale, nous pouvons conclure que les organisations communautaires occupent une place importante dans l'Outaouais et ce dans des secteurs diversifiés. Ce sont également des initiatives relativement durables puisque, comme le démontre les exemples présentés ci-dessus, plusieurs ont été créées il y a quelque temps déjà. Elles sont également en pleine croissance car leurs services sont de plus en plus en demande dans le contexte socioéconomique actuel. Qu'en est-il pour le secteur coopératif qui forme l'autre type d'entreprise sociale?

### **2.2.2 Les coopératives**

Statistiquement, le secteur coopératif est assez bien documenté au Québec et dans ses régions. C'est que, en vertu de la Loi sur les Coopératives du Québec<sup>21</sup>, les coopératives ont l'obligation de produire un rapport annuel de leur activité dont une copie est envoyée à la Direction des coopératives du ministère de l'Industrie et du Commerce qui produit un rapport à partir de ces données. De plus, dans l'Outaouais, la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL)<sup>22</sup> qui offre un support aux coopératives dans la région, dispose également de plusieurs informations auxquelles nous avons eu recours. Enfin, tout comme pour les organisations communautaires, certaines coopératives ont fait l'objet de statistiques particulières que nous résumerons brièvement. Quelle est donc la situation des coopératives québécoises et outaouaises ?

#### *2.2.2.1 Les coopératives au Québec*

Selon le ministère de l'Industrie et du Commerce, les coopératives sont en expansion au Québec. Au nombre de 2 065 en 1995, elles atteignent 2 390 coopératives en 2001, soit une hausse de 13,6 %. En 2001, le nombre d'emplois a dépassé les 32 500 indiquant une croissance fulgurante de 36 % depuis 1995. En outre, plus de 75 % de ces emplois sont situés à l'extérieur des grands centres urbains.

Le secteur coopératif a donc une certaine importance au Québec et augmente d'année en année, non seulement en effectifs mais également au niveau de la taille de l'entreprise. À ce

---

<sup>21</sup> Les Coopératives financières ne sont pas assujetties à cette loi.

<sup>22</sup> La Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL) sera présentée dans la section qui présente les dispositifs régionaux de développement en Outaouais.

sujet, parmi les 50 plus importantes coopératives au Canada, 13 sont québécoises. Comme le démontre également une étude du ministère de l'Industrie et du Commerce (1999), les coopératives québécoises sont également plus durables que d'autres types d'entreprises :

« une de nos récentes études démontre que les coopératives, au Québec, ont un taux de survie deux fois supérieures à celui des entreprises en général. Ainsi, après 10 ans, 46 % des coopératives sont encore en activité, comparativement à 20 % pour les entreprises du secteur privé, et 66 % des emplois créés dans les coopératives existent toujours. » ([http://www. miscst.gouv.qc.ca/regions/chronique-012.html](http://www.miscst.gouv.qc.ca/regions/chronique-012.html), consulté en octobre 2002)

C'est peut-être l'une des raisons qui fait dire à 85 % des répondants canadiens lors d'un sondage que les coopératives sont davantage dignes de confiance que les entreprises privées (sondage réalisé par SOM <http://www.desjardins.com>). Le secteur coopératif est-il aussi dynamique en Outaouais qu'au Québec?

#### 2.2.2.2 *Les coopératives en Outaouais*

À partir des données statistiques de 1999 du ministère nous pouvons dresser un profil statistique des coopératives de l'Outaouais. Outre les Caisses populaires Desjardins<sup>23</sup>, l'Outaouais compte 77 coopératives sur son territoire, soit 3,2 % de l'ensemble des coopératives du Québec et se classe ainsi au 10<sup>e</sup> rang sur 17 régions (voir l'annexe II pour la liste des coopératives en Outaouais).

L'évolution du nombre de coopératives au cours des dernières années est stable en Outaouais. En fait, il y a bien une nouvelle vague de création de coopératives comme ailleurs au Québec. Toutefois, le taux de dissolution élevé des coopératives récemment créées annule cette croissance. D'après les chiffres fournis par la CDROL, parmi les 12 nouvelles coopératives créées pour l'année 1998-1999 (création de 79 emplois), la moitié d'entre elles sont dissoutes en 2002 (41 emplois perdus). La CDROL explique ce taux de dissolution élevé des coopératives en Outaouais par l'absence d'un suivi adéquat suite à la création de l'entreprise<sup>24</sup>. Une fois la période de démarrage terminée, les coopératives sont laissées à elles-mêmes sans grand support. De plus, la préparation des entrepreneurs des

<sup>23</sup> Les coopératives Desjardins feront l'objet de la prochaine section.

<sup>24</sup> Entrevue avec Patrick Duguay et Martin Van Den Borre de la CDROL, le 6 novembre 2002.

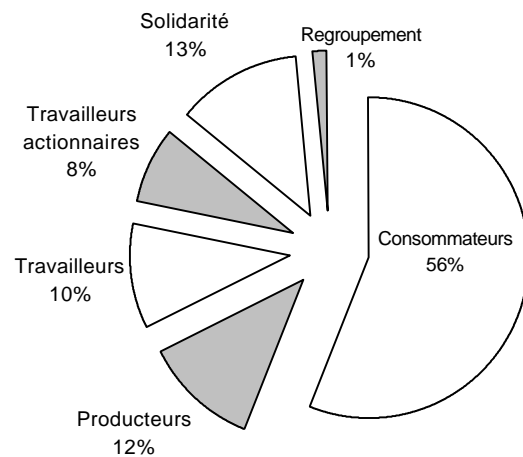
coopératives est une lacune en Outaouais. Les coopératives ont souvent des difficultés dans la mise en marché de leurs produits et ont des carences dans la gestion et la direction générale. Ces lacunes s'expliquent, en partie, par la politique de financement des Coopératives de développement régional (CDR). Les CDR ont un financement de base du ministère de l'Industrie et du Commerce (30 000 \$). Elles sont par la suite payées pour les dossiers qui aboutissent. Plus le nombre d'emplois créés est élevé, plus le financement sera élevé. Ce mode de financement favorise donc la création d'entreprises au détriment du soutien et du suivi de la coopérative suite à son démarrage. Sur cette question, la CDROL s'interroge : quelles nouvelles mesures et outils va-t-on utiliser dans les années à venir pour améliorer cette situation? Dans la perspective d'augmenter la viabilité des coopératives, la CDROL prévoit s'impliquer davantage au niveau du soutien aux entreprises après leur démarrage car elle souhaite des impacts durables dans la région.

Les coopératives se distinguent selon leurs types (figure 2) : les coopératives de regroupements, de consommateurs, de producteurs, de travailleurs, de travailleurs actionnaires et de solidarité (voir les définitions en annexe III). Tout d'abord, en Outaouais, plus de la moitié des coopératives sont classées dans le groupe des consommateurs. Ce sont, en majorité, des coopératives qui évoluent dans le secteur de l'habitation. Cette proportion est similaire à celle du Québec.

Viennent ensuite, les coopératives de solidarité, les coopératives de producteurs qui sont majoritairement concentrées dans le secteur agricole, les coopératives de travailleurs et celles de travailleurs actionnaires. Enfin, l'Outaouais compte une coopérative de regroupement dans le secteur de l'habitation.

Les coopératives outaouaises se concentrent dans trois principaux secteurs d'activité : le secteur de l'habitation (48 %), le secteur agricole (7,8 %) et le secteur de l'activité scolaire

**Figure 2 : Répartition des coopératives en Outaouais par type (1999)**



Source : ministère de l'Industrie et du

(5 %). Ces trois secteurs occupent la même position à l'échelle du Québec. Les autres coopératives sont réparties dans 21 autres secteurs d'activité (tableau 3).

**Tableau 3 : Nombre de coopératives en Outaouais par secteur d'activité selon le type (1999)**

Secteurs d'activité	Regroupement	Consommateurs	Producteurs	Travailleurs	Travailleurs actionnaires	Solidarité	Total
Agricoles			6				6
Alimentation				1	1		2
Ambulancières				1			1
Arts et spectacles						1	1
Autres services			1		1		2
Commerce					1		1
Développement économique		1				1	2
Économie familiale		1					1
Enseignement				1			1
Foresterie				2	1		3
Funéraires		1					1
Garderies		1					1
Habitation	1	36					37
Hébergement et restauration				1			1
Imprimerie et édition					1		1
Loisirs				1	1	1	3
Manufacturier				1			1
Récupération						1	1
Scolaire		2				2	4
Services aux entreprises			2				2
Services conseils						1	1
Services personnels						2	2
Services publics		1					1
Transport						1	1
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>43</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>77</b>

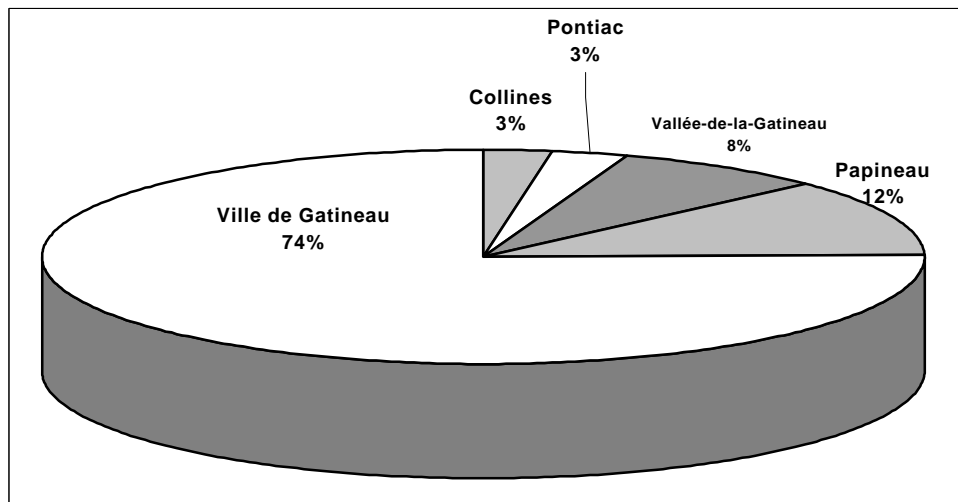
Plusieurs nouvelles coopératives en Outaouais ont leurs champs d'activité dans des créneaux innovateurs. En voici quelques exemples. La COOP JMB est la seule au Québec à offrir des services dans le secteur du transport adapté. La coopérative Atelier de Bois

Boirec de Maniwaki (récupération de palettes) est la seule ressourcerie du Québec constituée en coopérative. L'originalité de la coopérative de Apidor (regroupement d'apiculteurs) réside dans le choix de son type de coopérative : au lieu d'être une coopérative de production comme c'est le cas pour la majorité des coopératives agricoles, cette coopérative est plutôt constituée en coopérative de travailleur. Ainsi, les producteurs ont mis leur financement et leur machinerie en commun. La coopérative de traduction COTRAD, la Coopérative de solidarité des quilleurs de la Lièvre et la Coopérative en soin de santé d'Aylmer sont d'autres exemples intéressants de coopératives dans des secteurs d'activités innovateurs.

Selon la CDROL, il y a plusieurs nouveaux dossiers de coopératives dans le secteur agricole et de l'alimentation. La haute technologie et la santé sont également deux autres pôles en émergence en Outaouais.

Trois coopératives sur quatre sont localisées dans la nouvelle ville de Gatineau (figure 3), dont 90 % dans les secteurs de Hull et de Gatineau. Les autres coopératives se répartissent sur le territoire comme suit : 12 % dans la MRC Papineau, 8 % dans la MRC Vallée-de-la-

**Figure 3 : Localisation des coopératives en Outaouais, 2002**



Source : CDROL. 2002

Gatineau, 2,5 % dans la MRC Pontiac et 2,5 % dans la MRC des Collines (voir la figure 1, page 11). La CDROL mentionne toutefois qu'il y a un boum dans cette dernière MRC depuis 1 an.



En 1999, les données du ministère indiquent que 58 coopératives déclarantes en Outaouais ont un chiffre d'affaires brut total de 47 924 302 \$, qu'elles procurent de l'emploi à 508 travailleurs et que 54 299 personnes en sont membres. S'ajoutent à ces données, toutes les retombées des Caisses populaires qui font également partie du secteur coopératif.

### *2.2.2.3 Les coopératives de services financiers : les Caisses populaires*

Dans son rapport annuel de 2001 sur les coopératives de services financiers, la Direction de l'organisation du travail et de la gestion de l'information (Gouvernement du Québec) dénombre 814 Caisses populaires au Québec dont 18 dans la région de l'Outaouais, ce qui représente 2,2 % de l'ensemble du Québec. Les Caisses de l'Outaouais possèdent un actif de 1 981 153 000 \$, soit 3,2 % des Caisses du Québec, et un capital social de 29 482 000 \$, soit 3,5 % du Québec.<sup>25</sup>

Au total, en incluant le mouvement Desjardins, l'Outaouais compte 95 coopératives, ce qui est bien peu comparativement à d'autres régions du Québec qui comptent en moyenne 276 coopératives<sup>26</sup>. Toutefois, tout comme au Québec, le secteur coopératif en Outaouais est en pleine croissance, très diversifié et génère des retombées importantes. Plusieurs des nouvelles coopératives se situent dans des créneaux innovateurs. Dans une région où la culture entrepreneuriale est peu développée, l'apport de ces nouvelles entreprises dans l'économie locale prend une importance accrue. Par contre, en Outaouais, le taux de dissolution des coopératives est élevé. Malgré tout, plusieurs coopératives sont implantées depuis un long moment comme c'est le cas pour la Fédération des coopératives d'habitation de l'Outaouais (FECHO), les Coopératives Jeunesse de services (CJS) et la Coopérative funéraire de l'Outaouais (CFO) que nous vous présentons brièvement à l'instant.

---

<sup>25</sup> Ces chiffres sont comptabilisés pour le territoire appelé l'Ouest du Québec qui inclue l'Outaouais mais également certaines municipalités de d'autres régions. Dans notre portrait, nous avons recalculé ces chiffres en ne tenant compte que des caisses localisées sur le territoire de l'Outaouais.

<sup>26</sup> Pour calculer cette moyenne, nous avons additionné le nombre de coopératives au Québec estimé dans le rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce et le rapport sur les coopératives de services financiers et nous avons divisé le tout par 17, soit le nombre de régions administratives au Québec.

#### 2.2.2.4 *La Fédération des coopératives d'habitation de l'Outaouais (FECHO)*

Les Fédérations de coopératives sont présentes dans huit régions québécoises dont l'Outaouais. Celle de l'Outaouais, la FECHO, a été fondée en 1985 et regroupe aujourd'hui 21 coopératives membres et 21 membres auxiliaires. Dans une région aux prises avec une crise de logement aiguë, nul doute que les 2 100 unités de logements disponibles dans les coopératives et les OBNL comblent un besoin urgent. Selon Serge Forget, directeur du FECHO, les coopératives d'habitation sont des moteurs de développement de leurs milieux.

« Ce sont là des centaines de personnes impliquées dans leur économie et le développement de leur communauté. Ces citoyens et citoyennes gèrent ces logements privés à propriété collective, à un coût beaucoup moindre que toutes les expériences de logements publiques en offrant un service qui responsabilise davantage ceux et celles qui les utilisent. » (Forget, 2002 : 244)

#### 2.2.2.5 *Les Coopératives jeunesse de services (CJS)*

Une CJS est une petite entreprise de type coopératif gérée par douze à quinze jeunes de 12 à 17 ans. Les premières CJS ont pris racine en Ontario en 1980 et ce sont implantées pour la première fois au Québec en 1988 dans la ville de Hull. En 2000, 103 CJS sont réparties dans 14 régions québécoises. Selon la CDROL, dont l'un de ces mandats est de développer le réseau des CJS dans la région, 14 CJS qui regroupent un total de 200 jeunes étaient à l'œuvre en Outaouais pour l'année 2001-2002. Les CJS sont plus qu'une expérience d'entrepreneurship pour les jeunes :

« Il s'agit aussi d'une expérience nouvelle d'insertion sociale par l'économique de jeunes aux prises avec des difficultés d'insertion (décrochage scolaire, dévalorisation liée à leur milieu d'appartenance, etc.). Elle est aussi une expérience de développement local en ce qu'elle met à contribution plusieurs groupes du milieu autour d'un enjeu concret commun : l'avenir des jeunes. » (Favreau et Lévesque, 1996 : 115)

#### 2.2.2.6 *La Coopérative funéraire de l'Outaouais (CFO)*

Dans une publication du Secrétariat aux Coopératives (gouvernement du Canada) intitulée *Les Histoires à succès des coopératives II*, la CFO est l'un des exemples présentés. Cette coopérative créée en 1979 a connu une croissance rapide. Elle offre des services funéraires abordables et favorise l'éducation coopérative, la formation et l'information. Localisée à Hull, cette maison funéraire offre ses services sur l'ensemble du territoire régional avec des points de service à Ripon, Thurso et Montpellier et s'accapare ainsi plus de 50% du

marché funéraire en Outaouais. Elle est d'ailleurs la troisième coopérative funéraire en importance au Québec et a gagné le prix de la coopérative de l'année en 1995.

« À une époque où les maisons funéraires québécoises passent aux mains des Américains, on est fier de souligner, à la Coopérative, que l'entreprise est 100 % québécoise et qu'elle ne peut être achetée puisqu'elle est la copropriété de 6 500 membres, souligne Joanne Chrétien, vice-présidente du conseil d'administration. » (Pilon, 2000 : 10)

Malgré le fait que le nombre de coopératives et d'organisations communautaires en Outaouais est moins important que dans plusieurs autres régions québécoises, il reste que ces types d'entreprise, à caractère social, se développent rapidement dans des domaines très diversifiés et celles qui existent sont déjà bien implantées. Sans doute les dispositifs locaux et régionaux de développement qui ont comme préoccupation l'économie sociale sont-ils l'ingrédient essentiel de cette croissance et de cette consolidation. Quels sont ces dispositifs au palier régional et local?



---

### **3. Les dispositifs publics et associatifs de développement local et régional qui ont un volet d'économie sociale**

---

À l'échelle du Québec, trois dispositifs de développement agissent en matière d'économie sociale. Il s'agit d'abord du Chantier de l'économie sociale, reconnu dans la politique de soutien au développement local et régional du gouvernement du Québec, comme une instance de réflexion et de concertation en économie sociale (ministère des Régions, 1998b). Ensuite, l'Association des régions du Québec, créée en 1987, regroupe les dix-huit Conseils régionaux de développement (CRD) et agit à titre de porte-parole des orientations de ses membres. Enfin, le Conseil de la coopération du Québec (CCQ) fondé en 1940 regroupe les organisations coopératives du Québec afin de contribuer à leur développement.

Au palier régional, les CRD, lieux de concertation régionale, représentent les préoccupations de développement du milieu auprès du gouvernement. Chacune des sous-régions québécoises peut également compter sur la présence d'un CLD qui fournit des ressources aux entrepreneurs autant collectifs que privés. D'autres organisations partenaires des CDR et des CLD soutiennent l'économie sociale en région. Ces instances vouées au développement local et régional qui possèdent un volet d'économie sociale seront étudiées dans cette section.

#### **3.1 Le palier régional**

##### ***3.1.1 Le Conseil Régional de Développement de l'Outaouais (CRDO)***

Le CRDO joue un rôle de premier plan dans le développement régional de l'économie sociale. D'abord, dans sa planification stratégique qui identifie des axes et des priorités de développement dans la région, il a la responsabilité de planifier un volet « économie sociale ». Ensuite, il doit s'assurer de la représentation de l'économie sociale dans les CLD et enfin, il doit favoriser la concertation à l'échelle régionale entre les intervenants qui œuvrent dans ce domaine.

Afin d'arrimer le volet économie sociale avec les besoins du milieu, le CRDO doit mettre en place un Comité régional d'économie sociale (CRÉS) qui identifiera les axes de développement et les actions à poser en matière d'économie sociale. Ce Comité peut

également prendre la forme d'une Commission ou d'une Table sectorielle. Dans le cas de l'Outaouais, cette dernière option a été adoptée. Les mandats confiés à la Table d'économie sociale et de développement communautaire sont au nombre de six :

- Adopter une définition commune d'une entreprise / projet d'économie sociale basée sur les deux concepts : « économie » et « sociale »;
- Promouvoir les principes et règles de fonctionnement d'une entreprise ou d'un projet d'économie sociale;
- Fournir des avis au CRDO en matière d'économie sociale dans l'ensemble de ses activités : planification stratégique régionale, entente cadre et ententes spécifiques;
- Établir une planification annuelle en lien avec les priorités de la Table;
- S'assurer du suivi des interventions de développement approuvées par le CRDO en matière d'économie sociale;
- Réunir les conditions favorisant la mise en place d'entreprises et de projets d'économie sociale viables : les mécanismes de support (CLD et CLE), les partenariats, les priorités et les mécanismes de coordination... etc. ([http://www.crdo.qc.ca/tables/www\\_table\\_economie\\_sociale.htm](http://www.crdo.qc.ca/tables/www_table_economie_sociale.htm), consulté en octobre 2002).

La table d'économie sociale de l'Outaouais regroupe des représentants des secteurs suivants : support à l'entrepreneurship collectif, entreprises d'économie sociale, organisations communautaires, représentants gouvernementaux, institutions du milieu et plusieurs autres organisations régionales.

L'approche territoriale des CRD permet aux régions québécoises de produire un modèle de développement de l'économie sociale qui répond mieux aux spécificités du milieu. Voyons plus en détail quelle forme prend le volet « économie sociale » dans la planification stratégique et le plan d'action du CRDO. Quelle est la vision régionale de l'économie sociale en Outaouais et quelles sont les actions priorisées?

### *3.1.1.1 L'économie sociale dans la planification stratégique et le plan d'action du CRDO*

La planification stratégique 2000-2005 du CRDO compte quatre axes de développement de l'Outaouais dont l'un d'eux a pour titre « développer et diversifier l'économie en s'appuyant sur l'entrepreneurship et l'innovation ». C'est à l'intérieur de cet axe que l'économie sociale et le développement communautaire sont identifiés comme une voie de

développement économique régional. Dans ce cadre, trois objectifs pour développer l'économie sociale en Outaouais sont définis et sont transposés, par la suite, dans une entente cadre de développement, signé entre le CRDO et le gouvernement, et dans un plan d'action qui identifiera des actions concrètes sur le terrain. Afin de faciliter la compréhension des intentions du CRDO en matière d'économie sociale, nous avons regroupé dans un tableau les principaux objectifs de cet axe, les objectifs spécifiques, les actions identifiées et les résultats visés (voir annexe IV). Voyons brièvement pour chacun des trois objectifs de développement de l'économie sociale, les actions planifiées s'y rapportant.

**Objectif 1 : Supporter l'émergence des projets dans tous les marchés et identifier les créneaux porteurs**

D'abord, dans cet objectif, le transport en commun en milieu rural et les ressourceries sont identifiés comme deux secteurs spécifiques à développer en Outaouais dans les prochaines années. Le CRDO vise à dresser leur inventaire et à identifier les besoins s'y rapportant en région. Ensuite, au cours des prochaines années, le CRDO voudrait faire connaître les créneaux à développer dans l'Outaouais afin de faire émerger de nouvelles entreprises. Ces créneaux ont déjà été identifiés dans le cadre d'une étude de pré-faisabilité réalisée par le Centre régional d'analyse intégrée en entrepreneurship de l'Outaouais (CRAIE). Le volet formation pour les entrepreneurs sociaux ou ceux du secteur coopératif est également identifié comme une priorité. Enfin, le CRDO vise également, dans cet objectif, à créer des maillages que ce soit entre les différents fonds, la région et les intervenants ou entre les développeurs et les fournisseurs de services tout en créant et supportant des clubs d'entrepreneurs sociaux.

**Objectif 2 : Susciter la concertation et le partenariat entre les acteurs du développement régional**

Les actions identifiées dans ce deuxième objectif sont beaucoup plus spécifiques et moins étendues qu'à l'objectif précédent. Il vise en fait la mise en place de la table régionale d'économie sociale et du développement communautaire de l'Outaouais qui a pour mandat de faire le suivi du plan d'action en matière d'économie sociale. Cette dernière devra également collaborer aux travaux de la table régionale « Environnement ».

### **Objectif 3 : Organiser un processus d'information en économie sociale**

Enfin, le plan d'action rattaché cet objectif vise la bonne circulation de l'information en économie sociale par la création d'un observatoire en économie sociale et par la diffusion des informations émanant du Chantier de l'économie sociale. Le CRDO désire également inventorier les entreprises d'économie sociale en Outaouais et les inscrire sur la liste régionale des entreprises LIC (liste industries et commerces)<sup>27</sup>. Enfin, dans son plan d'action, le CRDO voudrait s'assurer de l'accessibilité des outils d'information en milieu rural.

Puisque le plan d'action porte sur la période s'étendant de l'an 2000 à 2005, des actions ont déjà été posées pour atteindre ces objectifs. Voyons lesquelles.

#### *3.1.1.2 Un bilan des actions posées en matière d'économie sociale*

En mars 2002, soit vingt mois après la mise en œuvre du plan d'action, le CRDO évaluait, dans un premier bilan, les actions posées en Outaouais. Notre intérêt se pose sur les actions concrètes qui ont été mises en place et qui sont liées au développement de l'économie sociale. D'abord, la table sectorielle sur l'économie sociale a été actualisée et compte aujourd'hui plusieurs acteurs qui poursuivent leur réflexion sur l'économie sociale dans la région. Ensuite, une formation visant à améliorer la gestion des entreprises en économie sociale a été organisée et des déjeuners-causeries ayant pour thèmes, « le positionnement stratégique du Chantier d'économie sociale », « l'économie sociale et solidarité internationale », « le transport en milieu rural », ont eu lieu. Le CRDO a également participé, en collaboration avec la CRDC, à l'organisation d'un Colloque *Quel avenir pour les régions* et à la création d'un observatoire en économie sociale. Enfin, comme prévu, le CRDO participe aux rencontres nationales du Chantier de l'économie sociale.

Jusqu'à maintenant, les actions posées ont donc porté essentiellement sur la diffusion de l'information, la concertation et la promotion de l'économie sociale. Outre le CRDO, d'autres organisations régionales s'impliquent également dans le développement de

---

<sup>27</sup> LIC est un répertoire des entreprises de l'Outaouais disponible via Internet : <http://www.lic-outaouais.ca/>



l'économie sociale. Il s'agit de la CDROL et des Conseils régionaux de la culture et de l'environnement.

### **3.1.2 *La Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL)***

Autrefois connu sous le nom du Conseil des coopératives de l'Outaouais (CCO), la CDROL a été fondée en 1974. C'est à cette période que ce sont développés à l'échelle du Québec ces regroupements régionaux de coopératives. Cette organisation a la triple mission d'intercoopération, de développement et de promotion. « Par sa mission de développement coopératif et d'intercoopération, la CDR Outaouais-Laurentides assure la promotion du mouvement coopératif, tout en favorisant les échanges entre les coopératives » (CDROL, 2002). Pour l'année 2001-2002, le CDROL compte 95 coopératives membres dont 70 en Outaouais et a contribué au démarrage de 10 nouvelles coopératives dont 4 en Outaouais : La Coopérative de solidarité en services d'Aylmer, la Coopérative de travailleurs Bio-Terra (protection de l'environnement), la nouvelle Coopérative de solidarité en développement économique communautaire de Gatineau (CDÉC)<sup>28</sup> et la Coopérative de solidarité de transport adapté JMB de l'Outaouais.

### **3.1.3 *Le Conseil régional de la culture et le Conseil régional de l'environnement***

Les Conseils régionaux de la culture (CRC) et les Conseils régionaux de l'environnement (CRE) sont des organisations communautaires reconnues par le gouvernement du Québec et implantées dans chacune des régions du Québec. En Outaouais, le Conseil régional de la culture de l'Outaouais (CRCO) et le Conseil régional de l'environnement et du développement durable de l'Outaouais (CREDDO) ont pour mandat la concertation, la représentation du milieu, la promotion, le développement et le soutien d'initiatives dans leurs champs d'activité respectifs, environnement ou culture selon le cas. Or, puisque l'économie sociale se développe de plus en plus dans ces deux créneaux, ces deux conseils favorisent donc, en quelque sorte, l'émergence d'entreprises d'économie sociale en Outaouais. D'ailleurs le CREDDO siège à la Table sur l'économie sociale de l'Outaouais.

---

<sup>28</sup> Nous reparlerons de la CDÉC dans la partie qui suit sur les dispositifs de développement au palier local.

La Société de diversification économique de l'Outaouais (SDEO), Centraide et la Régie régionale de la santé et des services sociaux apportent également un soutien à l'économie sociale dans la région. Essentiellement financier, ce soutien sera discuté dans la section sur l'appui financier. Mais d'abord poursuivons avec les organisations locales qui appuient l'économie sociale en Outaouais.

### **3.2 Le palier local**

Si le palier régional agit davantage au niveau de la concertation et des priorités de développement en donnant une vision de développement commune à l'ensemble de la région, le local est quant à lui, plus près de l'action et davantage en mesure d'appuyer les projets émergents en offrant un service de première ligne au milieu. Dans ce cadre, l'Outaouais compte sur sept dispositifs d'appui à l'économie sociale. Il s'agit des CLD, des MRC, des Centres locaux d'emploi (CLE), de la Coopérative de développement économique communautaire (CDÉC), des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), de la CDC et des CLSC. Comment contribuent-ils à l'économie sociale en Outaouais?

#### **3.2.1 *Le Centre local de développement (CLD)***

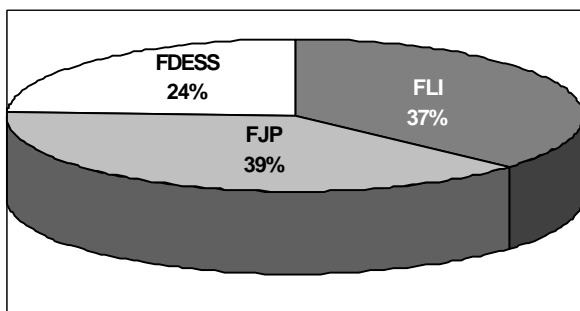
Toujours dans le cadre de sa Politique de soutien au développement local et régional (1997), le gouvernement du Québec a mis en place, dans l'ensemble des MRC et ses équivalents, des CLD qui visent à soutenir techniquement (services de consultation, d'orientation et de référence, élaboration de projets, plan d'affaires, etc.) et financièrement (par l'intermédiaire de trois fonds) l'entrepreneuriat social et privé. Tout cela afin de favoriser le développement sur le territoire et de créer des emplois. « Le but est de constituer un guichet multiservice à l'entrepreneuriat géré par le milieu local et offrant des services de base en matière de soutien aux entreprises (entrepreneurs potentiels ou en activité, entrepreneurs individuels ou collectifs), incluant les entreprises de l'économie sociale » (ministère des Régions, 2001 : 2). Les CLD ont également pour mandat d'élaborer un Plan d'action local en matière de développement économique et de l'emploi (PALÉE) en lien avec les préoccupations du milieu et avec la vision régionale émise par le CRDO.

La loi du ministère des Régions exige que les CLD produisent un rapport à tous les trois ans portant sur l'atteinte des objectifs poursuivis ainsi que sur leur réalisation. Le ministère synthétise ces données par la suite dans un rapport triennal pour l'ensemble du Québec et de ses régions. Portons notre regard sur ces statistiques en lien avec l'économie sociale.

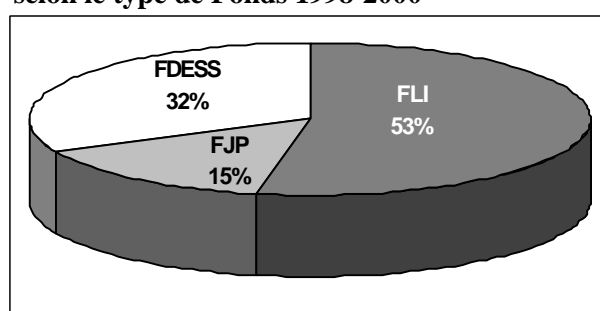
Les CLD disposent de trois fonds : le Fonds local d'investissement (FLI), le Fonds jeunes promoteurs (FJP) et le Fonds de développement des entreprises en économie sociale (FDEES) aussi appelé le Fonds d'économie sociale (FES). Ce dernier Fonds contribue financièrement soit au démarrage d'entreprises d'économie sociale ou à la mise en place de nouveaux projets d'économie sociale dans le cadre d'une entreprise déjà existante.

Ainsi, entre 1998 et 2000, pour l'ensemble des trois fonds, 6 374 demandes de financement ont été déposées dans les 103 CLD sous la responsabilité du ministère des Régions<sup>29</sup>. Le taux d'acceptation de ces demandes est évalué à 65 % (65 % pour le FLI, 66 % pour le FJP et 62 % pour le FDEES). Parmi les 4 126 demandes acceptées, 39 % ont pour source de financement le FJP, 37 % le FLI et 24 % le FDEESS (figure 4).

**Figure 4 : Nombre d'entreprises soutenues par les CLD au Québec selon le type de Fonds**



**Figure 5 : Proportion des ressources financières attribuées par les CLD au Québec selon le type de Fonds 1998-2000**



En termes de ressources financières, c'est 57,1 M \$ qui ont été versés aux entrepreneurs dont plus de la moitié provient du FLI, le tiers du FDEESS et 15 % du FJP (figure 5). En somme, les CLD ont investi 18,3 M \$ en trois ans dans des projets d'économie sociale, ce

<sup>29</sup> On compte 111 CLD dont 103 sont sous la responsabilité du ministère des Régions et huit, les CLD des régions de Montréal et de Laval, sous la responsabilité du ministère des Affaires Municipales et de la Métropole.

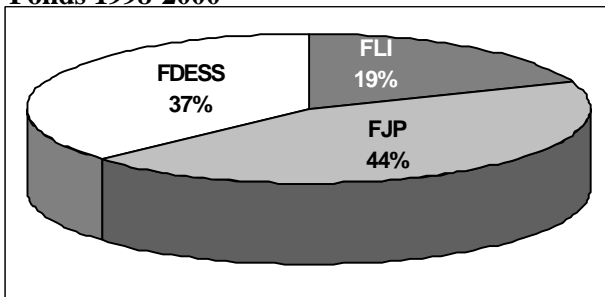
qui a permis de générer 215 M \$ dans le milieu. Les trois Fonds disponibles au CLD ont permis de créer ou de maintenir un total de 22 636 emplois. Le FDESS est responsable du maintien et de la création de 33,5 % de ces emplois.

En Outaouais, quels sont les montants investis par les CLD dans l'économie sociale et quels types de projets soutiennent-ils?

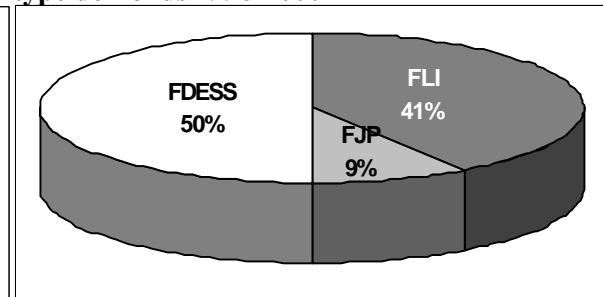
### 3.2.1.1 Les CLD en Outaouais

L'Outaouais compte cinq CLD répartis dans chacune des sous-régions (voir figure 1, page 11). Selon le rapport triennal du ministère des Régions, entre 1998 et 2000, les CLD de l'Outaouais ont fourni des ressources financières à 176 entreprises, ce qui est peu comparativement à la moyenne du Québec qui est de 254 entreprises<sup>30</sup>. L'Outaouais se classe ainsi au 11<sup>e</sup> rang juste avant les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Côte-Nord et Nord du Québec. En Outaouais, parmi les entreprises financées, 37 % sont en économie sociale (figure 6). Ce pourcentage est le deuxième plus élevé au Québec après la région de la Côte-Nord. Les CLD ont investi 3,2 M \$ dans des projets régionaux dont la moitié provient du FDESS (figure 7). Ainsi, les projets d'économie sociale soutenus par les CLD ont généré 20 M \$ dans le milieu et ont créé ou maintenu 826 emplois dans la région, dont 315 emplois (38,1 %) dans l'économie sociale.

**Figure 6 : Nombre d'entreprises soutenues par les CLD en Outaouais selon le type de Fonds 1998-2000**



**Figure 7 : Proportion des ressources financières attribuées par les CLD en Outaouais selon le type de Fonds 1998-2000**



<sup>30</sup> Les CLD des régions de Montréal et de Laval ne sont pas inclus dans cette moyenne.

Quels projets d'économie sociale sont soutenus financièrement par les CLD en Outaouais et quel est leur plan d'action pour les prochaines années? Pour répondre à cette question, nous avons examiné les orientations de deux CLD dans la région : l'un en milieu urbain, le CLD de la nouvelle ville de Gatineau, et l'autre en milieu rural, le CLD de la MRC Papineau.

### *3.2.1.2 Un CLD en milieu rural, le CLD Papineau*

En 2001, même si l'enveloppe budgétaire pour les projets d'économie sociale est de 30 000 \$ par année, le CLD Papineau a tout de même versé un total de 47 044 \$ dans trois entreprises de ce secteur<sup>31</sup> : la COOP des 1001 corvées (29 000 \$), la COOP de Solidarité en aménagement forestier de Duhamel (3 044 \$) et le Centre d'interprétation de la géologie de Grenville (15 000 \$). Pour cette même année, le CLD a également produit une pochette d'information sur l'économie sociale et réalisé une journée d'information sur les secteurs à développer avec les organisations du milieu.

Dans le PALÉE de 2000-2002, qui a pour objectif d'identifier les stratégies en matière de développement, le CLD de Papineau appuie l'économie sociale en reconnaissant la force de ces entreprises sur son territoire et en favorisant son émergence. « Connaître les créneaux potentiels et faire comprendre à ces nouveaux acteurs la force d'un réseau et l'importance de faire des choses différentes dans un monde très compétitif tels seront les défis du CLD pour les trois prochaines années » (CLD Papineau, 2000 : 28).

Le CLD Papineau identifie les actions à poser pour atteindre cet objectif pour la période triennale 2000-2002 en lien avec les orientations du CRDO (voir annexe V). D'abord, en vue de connaître le potentiel actuel des entreprises d'économie sociale, le CLD veut réaliser un portrait de ces entreprises sur le territoire de la MRC Papineau. Ensuite, le CLD vise à faire connaître les créneaux potentiels pour susciter l'émergence de nouvelles entreprises d'économie sociale. Promouvoir la concertation, le maillage et le réseautage entre les entreprises de ce secteur est également une action planifiée du CLD. Enfin, pour soutenir la consolidation des entreprises en économie sociale, il prévoit monter un programme de formation et assurer un suivi auprès des entreprises d'économie sociale.

---

<sup>31</sup> À la demande du CLD, le ministère des Régions a octroyé des sommes supplémentaires.

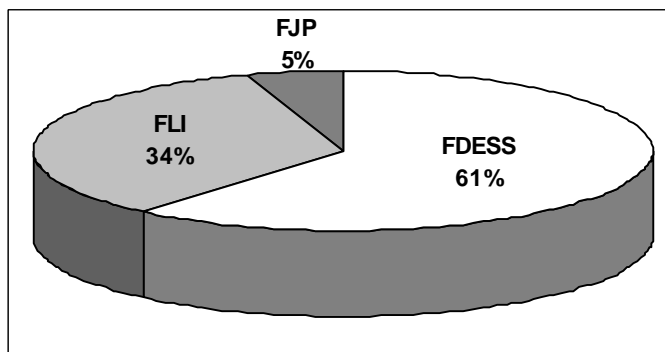
Le plan d'action local du CLD Papineau est étroitement lié au plan d'action régional du CRDO. Qu'en est-il pour le CLD de la nouvelle ville de Gatineau situé en milieu urbain?

### 3.2.1.3 Un CLD en milieu urbain, le CLD Gatineau<sup>32</sup>

Le FDEES du CLD de Gatineau est de 450 000 \$ en 2001. Pour gérer ce Fonds, le CLD compte sur une Commission d'économie sociale composée de sept personnes dont trois administrateurs du CLD, trois délégués de la Table sur l'économie sociale du CRDO et un septième membre coopté par les six autres. Cette commission adresse également des recommandations au conseil d'administration en matière d'économie sociale.

En 2001, le CLD de Gatineau a soutenu financièrement 31 entreprises en phase de démarrage et sept autres en phase de consolidation pour un total de 1 036 071 \$. D'après les données du rapport annuel<sup>33</sup>, les ressources financières investies proviennent principalement du FDESS (figure 8)<sup>34</sup>. Le CLD a créé un total de 106 emplois, dont 54 % en économie sociale et a maintenu 41 emplois, dont 46 % dans l'économie sociale. Au total, 83 % des projets soumis dans le cadre du FDESS ont été acceptés. Le CLD a ainsi généré des activités économiques de 7 739 659 \$ dans le milieu dont 71 % dans l'économie sociale.

**Figure 8 : Proportion des ressources financières attribuées par le CLD Gatineau selon le type de Fonds 2001**



Sans contredit les CLD apportent un appui solide aux entrepreneurs sociaux du Québec. Dans ce secteur, l'Outaouais, et particulièrement le CLD de la nouvelle ville de Gatineau,

<sup>32</sup> Avant la fusion des municipalités en janvier 2001, le CLD Gatineau était connu sous le nom du CLD de la Communauté Urbaine de l'Outaouais.

<sup>33</sup> Ces données ont été compilées d'après le tableau 7-2 du rapport annuel 2001 du CLD Gatineau.

<sup>34</sup> Parmi les investissements qui proviennent du fonds d'économie sociale, 12% ont été attribué aux Centres de la Petite Enfance (CPE).

se démarque en 2001 avec une grande proportion de ses ressources financières qui appuie ce secteur en développement contribuant ainsi à son dynamisme.

Plusieurs autres organisations, comme les MRC, appuient les CLD dans leur démarche. Voyons comment.

### **3.2.2 Les Municipalités régionales de comté (MRC)**

Les MRC signent avec le gouvernement une entente annuelle de gestion avec les CLD qui précise des engagements financiers. En plus d'apporter un soutien financier au CLD, la MRC peut lui signifier des attentes particulières pour le développement des collectivités et devient ainsi un partenaire important pour l'économie sociale sur le territoire. D'ailleurs, dans son schéma d'aménagement, la MRC de Gatineau indique que la promotion de l'économie sociale est l'un de ses objectifs pour garantir à la population résidante un milieu de vie d'excellente qualité, favorable à son plein épanouissement comme collectivité (Communauté Urbaine de l'Outaouais, 2000 : 2-3).

### **3.2.3 Les Centres locaux d'emplois (CLE)**

Dans le cadre de sa politique de régionalisation, le gouvernement du Québec implante, aux côtés des CLD, les CLE qui offrent des services multiples à l'emploi. Le CLD, par son PALÉE, inclue un volet économie sociale et agit à titre d'aviseur du CLE.

L'Outaouais compte sept CLE sur son territoire (voir figure 1, page 11). Dans la planification stratégique régionale 2003-2007 de la direction générale d'Emploi-Québec<sup>35</sup> de l'Outaouais, l'économie sociale est vue comme un moyen pour contrer la pauvreté.

« Le milieu rural connaît des problèmes structurels importants et il y a place pour des formules innovatrices en mixant l'agrotourisme, l'agroforesterie et l'insertion des jeunes au sein des projets que peuvent relever les groupes d'économie sociale. La nouvelle Politique nationale de ruralité pourrait y devenir un levier additionnel. » (Emploi-Québec, 2002 : 38).

---

<sup>35</sup> Les Centres locaux d'emploi sont sous la responsabilité d'Emploi-Québec, une agence gouvernementale au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Sous une autre forme d'intervention, celle d'un dispositif de caractère associatif, les Corporations de développement économique communautaire contribuent également au développement de l'économie sociale dans les milieux urbains.

### **3.2.4 Les Corporations de développement économique communautaire (CDÉC)**

Outre les CLD, il existe déjà dans certaines communautés québécoises des CDÉC qui interviennent dans les milieux urbains en difficulté. Celles-ci contribuent à la revitalisation des quartiers pauvres soit par la réinsertion en emploi des résidants, soit à travers une aide technique et / ou financière aux entreprises existantes ou à celles qui sont en phase de démarrage ou par le soutien au développement de nouveaux services collectifs de proximité (Favreau, 2002). Différentes des CLD qui sont des dispositifs publics qui soutiennent des projets déjà amorcés par les entrepreneurs, les CDÉC sont des dispositifs associatifs qui agissent plutôt à la base en vue de faire émerger des projets dans la collectivité. Ce n'est qu'une fois les idées de projets germées dans la tête des nouveaux entrepreneurs que le CLD prend le relais. « Les CLD n'ont pas les moyens ni l'ambition de faire lever des projets. Ou s'ils en ont l'ambition, ils n'en n'ont pas les moyens » (Favreau, 2002: 200).

Les CDÉC, d'abord nées à Montréal en 1985, ont par la suite émergé dans d'autres milieux urbains du Québec. Une recherche sur la pauvreté en Outaouais, réalisée pour le compte du Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi de l'Outaouais métropolitain (CRÉEOM) (Favreau, 1995), révèle un problème d'envergure dans la région au niveau du développement économique communautaire, « soit celui du « bricolage » et des conditions précaires dans lesquelles évoluent ces initiatives ». (Favreau et Lévesque, 1996 : 96). Au terme de cette recherche, la création de trois CDÉC dans les municipalités de Hull, Gatineau et Buckingham a été fortement recommandée. Dans les trois cas, ce fut fait sous l'initiative d'un comité local. Elles naissent en 1997.

En 2002, avec la fusion des municipalités<sup>36</sup>, les trois CDÉC se sont regroupées pour n'en former qu'une seule : la Coopérative de développement économique communautaire de

---

<sup>36</sup> En 2001, cinq municipalités, dont Hull, Gatineau et Buckingham se sont fusionnées pour former la nouvelle ville de Gatineau.



Gatineau. À cette occasion, la CDÉC a changé son statut d'OBNL pour celui de coopérative de solidarité.

La CDÉC appuie l'économie sociale dans le milieu et en fait largement sa promotion. Elle a été l'instigatrice de « La fibre collective », une cassette vidéo qui présente divers projets d'économie sociale dans la région. « Nous proposons cette approche innovatrice afin de susciter une prise de conscience collective du potentiel considérable de l'économie sociale dans une perspective de création d'emplois durables et de développement local » affirme Lucie St-Jacques, présidente de la CDÉC de Gatineau (Chantier de l'économie sociale et *al.*, 2002 : 2).

En 2002, le plan de revitalisation de la CDÉC dans la nouvelle ville se concentre sur 22 unités de voisinage (8 dans le secteur Hull, 4 dans le secteur de Gatineau, 4 dans le secteur Buckingham, 3 dans le secteur Aylmer et 3 dans le secteur Masson-Angers) qui sont reconnues pour être des poches importantes de pauvreté.

Depuis leur mise en place, les CDÉC ont largement démontré leur impact dans la relance de collectivités délaissées par le développement économique dominant. « En ce qui concerne l'économie et l'emploi, les études réalisées à ce jour montrent que les CDÉC favorisent la création d'emplois et mobilisent des investissements dans leur quartier » (Comeau et Favreau, 1998 : 14).

Implantées dans les milieux ruraux, les Sociétés d'aide au développement des collectivités contribuent également au développement des entreprises d'économie sociale sur le territoire local.

### **3.2.5 Les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC)**

Un peu l'équivalent des CDÉC qui sont localisées en milieu urbain, les SADC sont des sociétés sans but lucratif qui font du développement local en milieu rural. En 2002, elles sont au nombre de 260 au Canada dont 55 au Québec réparties dans les différentes régions au sein de communautés rurales en difficultés. L'Outaouais compte trois SADC : la SADC Papineau située à Buckingham qui couvre le territoire de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-Nation (1985), la SADC Vallée-de-la-Gatineau (1995) et la SADC Pontiac (1995) (voir figure 1, page 11). Avec une approche territoriale, elles offrent de l'aide aux

entreprises et elles disposent également d'une stratégie d'intervention pour garder les jeunes dans les régions par le biais de différents programmes (<http://www.reseau-sadc.qc.ca/>). En 1998, la capitalisation de la SADC de la Vallée-de-la-Gatineau se chiffre à 1 800 000 \$, celle de la SADC Papineau à 2 800 000 \$ et celle de la SADC du Pontiac à 2 520 000 \$ (Favreau et Beaudoin, 1998). Parmi ces fonds, la SADC gère un Fonds d'investissement local (FIL). « Le FIL est un fonds d'investissements local en capital de risque ayant le statut d'organisation sans but lucratif. Par son statut et ses finalités, il fait partie des fonds de développement relevant de l'économie sociale » (Beaudoin et Favreau, 1998 : 15).

Toujours au niveau local, les CDC offrent des services de soutien aux organisations communautaires.

### ***3.2.6 Les Corporations de développement communautaire (CDC)***

Les CDC regroupent des organisations communautaires dans le but de favoriser le partenariat et le développement de nouveaux services communautaires sur le territoire qu'elles desservent.

« Le développement local, à la manière des CDC, consiste à 1)regrouper et consolider les organisations communautaires sur la base d'un territoire d'appartenance; 2) stimuler l'effort de développement économique et social de ce territoire sur la base de projets communautaires. » (Chagnon et Favreau, 2000)

Dans l'ensemble du Québec, 36 CDC regroupant 1 300 organisations communautaires sont actuellement reconnues par la Table nationale des corporations de développement communautaire<sup>37</sup>. Et selon cette dernière qui continue de recevoir de nombreuses demandes d'information ou d'accréditation provenant de regroupements locaux existants ou en formation, l'intérêt pour ce modèle d'organisation ne cesse de croître (TNCDC, 1998).

Dans la région de l'Outaouais, la CDC Rond Point, située à Buckingham, regroupe les organisations communautaires sur le territoire de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-

---

<sup>37</sup> La Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC) a pour mission de regrouper les CDC du Québec et de les soutenir dans leur mission tout en faisant la promotion de la place incontournable qu'occupe le mouvement communautaire autonome dans le développement local, dans une perspective de justice sociale et de développement global et durable de notre société.

Nation. Sa mission est d'assurer la participation active du mouvement populaire et communautaire au développement socioéconomique de son milieu. En 1999, elle comptait 22 membres. À l'heure actuelle la CDC Rond Point est la seule dans la région. Toutefois, le Regroupement des organismes communautaires du Pontiac (ROCP) a, dans son plan d'action de 2002-2003, le projet de devenir une CDC. L'organisation a déjà fait plusieurs démarches en ce sens et estime être rendue à la dernière étape pour se constituer en CDC. Le ROCP, qui regroupe 24 membres, a pour mission le partage d'informations et d'expertises, agit comme lieu de concertation et représente et défend les droits et intérêts de ses membres. Dans un avenir prochain, le ROCP désire procéder à une étude qui mesurera l'apport du communautaire sur le territoire de la MRC du Pontiac. L'objectif : « présenter le communautaire en tant que force de transformations sociales et économiques afin de faciliter la reconnaissance qui nous est due sur le territoire » (ROCP, 2002 : 21).

Enfin, les CLSC participent également au développement de l'économie sociale.

### ***3.2.7 Les Centres locaux de services communautaires (CLSC)***

Les CLSC, par leur mission qui est d'offrir des services de santé et des services sociaux courants à la population locale, sont des acteurs qui contribuent au développement de l'économie sociale.

« Ainsi, les centres locaux de services communautaires (CLSC) continuent à servir d'antennes locales aux régies régionales de la santé et des services sociaux et peuvent contribuer à repérer des besoins locaux pouvant constituer des occasions de développement de l'économie sociale . » ([http://www.sdr.gouv.qc.ca/conj2\\_4.htm](http://www.sdr.gouv.qc.ca/conj2_4.htm) consulté en octobre 2002)

L'Outaouais compte sept CLSC qui, avec ses nombreux points de services dans les municipalités périphériques, desservent l'ensemble du territoire régional. C'est principalement par l'intermédiaire des organisateurs communautaires que le soutien à l'économie sociale s'opère (Favreau et Hurtubise, 1993).

L'Outaouais est donc bien pourvu en matière d'organisations de soutien à l'économie sociale et dispose d'autres appuis financiers importants par la présence d'organisations telles que la Société de diversification économique de l'Outaouais (SDEO), la Régie

---

régionale de la Santé et des Services sociaux de l'Outaouais, Centraide Outaouais et le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. Comment ces derniers ont-ils appuyé les entreprises d'économie sociale au cours des dernières années?

### **3.3 Un appui financier pour les entreprises d'économie sociale**

#### **3.3.1 *La Société de diversification économique de l'Outaouais (SDEO)***

La SDEO, par son mandat de diversification économique dans la région, appuie l'économie sociale en fournissant des ressources financières à des organisations dans ce secteur. En 2000, afin de favoriser l'émergence d'un nouveau dynamisme économique, la SDEO a accordé 200 000 \$ aux trois CDÉC de la région, ce qui constitue 23% de l'ensemble des mesures d'appui accordées pour cette année.

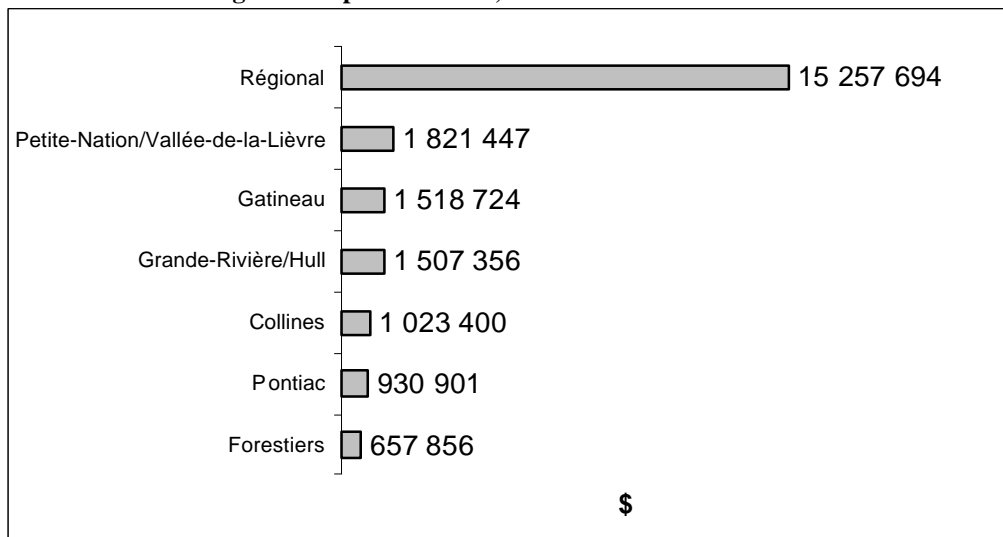
#### **3.3.2 *La Régie régionale de la santé et des services sociaux (RRSSS)***

En plus de planifier, d'organiser et de coordonner des programmes et des services dans la région, la Régie régionale de l'Outaouais alloue des ressources financières à des organisations communautaires qui interviennent dans le domaine de la santé et des services sociaux<sup>38</sup>. Selon leur rapport annuel 1999-2000, la Régie indique qu'elle a octroyé 15,1 M \$ à 144 des 166 organisations communautaires en santé et en services sociaux de l'Outaouais. Ces organisations « offrent des services et des activités au sein de leur communauté, notamment aux personnes âgées, aux familles, aux jeunes, aux femmes, aux personnes handicapées, aux malades et aux personnes démunies » (Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais, 2000 : 18). La répartition spatiale des organisations soutenues selon les territoires des CLSC démontre que les subventions vont principalement aux organisations qui ont une portée régionale (figure 9). Viennent ensuite les organisations des secteurs de la Petite-Nation / Vallée-de-la-Lièvre, de Hull et de Gatineau. Les Collines, le Pontiac et le territoire des Forestiers (MRC Vallée-de-la-Gatineau) se partagent 12 % des fonds de la Régie.

---

<sup>38</sup> Voir la loi sur les services de santé et des services sociaux.

**Figure 9 : Répartition des ressources financières attribuées par la Régie aux organismes par territoire, année 1999-2000**



Source : Régie régionale de l'Outaouais, 2000

### 3.3.3 *Centraide Outaouais*

Centraide Outaouais a pour principale mission d'améliorer les conditions de vie en Outaouais en agissant comme chef de file de l'engagement communautaire et bénévole. Créé en 1943, Centraide Outaouais appuie financièrement des organisations et des programmes communautaires grâce à sa campagne annuelle.

« Présentement, notre campagne de financement se classe au troisième rang au niveau provincial pour l'importance des fonds recueillis qui s'élèvent à plus de trois millions de dollars en 2000. Ces dons recueillis ont permis à près de 86 000 personnes, soit près d'une personne sur trois en Outaouais, de trouver soutien et réconfort auprès de soixante organismes communautaires de la région. »

(<http://www.outaouais.centraide.ca/> consulté en octobre 2002)

### 3.3.4 *Le Fonds de lutte contre la pauvreté*

Au Québec, depuis le Sommet sur l'économie et l'emploi en 1996, les régions disposent d'un Fonds de soutien aux projets d'économie sociale : le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. Pour la période s'étendant de 2000 à 2003, ce fonds dispose de 160 millions de dollars et appuie principalement les OBNL, les coopératives (sauf les coopératives de travailleuses et de travailleurs actionnaires), les municipalités et les MRC.

« Ce Fonds soutient à la fois des projets de création d'emplois et des projets d'insertion en emploi qui s'adressent à des personnes pauvres. ... Les projets doivent servir à créer des emplois nouveaux, ciblant prioritairement les prestataires de la sécurité du revenu. »  
([http://www.sdr.gouv.qc.ca/conj2\\_3.htm](http://www.sdr.gouv.qc.ca/conj2_3.htm) consulté en octobre 2002)

Selon Andrée Mathieu d'Emploi Québec (Mathieu, 2002), le Fonds de lutte a octroyé en Outaouais plus de 11 millions de dollars en subventions à des organisations de la région depuis 1997 créant ainsi plus de 885 emplois pour des personnes en difficulté. La Corporation de gestion de la Forêt de l'aigle, la Troupe de théâtre Apichou, les Grands frères, Grandes sœurs de l'Outaouais, la Soupe populaire de Hull, l'Équipe soutien famille sont quelques-unes des organisations qui ont été soutenues par ce fonds en Outaouais.

Les entreprises d'économie sociale disposent donc d'appuis financiers dans la région de l'Outaouais. De plus, l'Outaouais a la chance de compter sur une université dont l'un des principaux volets de recherche est l'économie sociale.

#### **4. L'économie sociale et l'Université du Québec en Outaouais (UQO)**

L'économie sociale et les collectivités locales est identifiée comme l'un des quatre domaines en consolidation dans la planification stratégique de recherche de l'UQO. Trois principaux éléments ont contribué à cette consolidation. D'abord, l'économie sociale est l'objet de recherche et d'expertise de nombreux professeurs.

« L'expertise de ces chercheurs dans l'étude des collectivités locales et de l'économie sociale est reconnue depuis un certain temps déjà. En effet, ils sont financés par les principaux organismes subventionnaires (ex. le CRSH- et plus particulièrement son programme Alliances de recherche Universités-Communautés (ARUC) ; le FCAR et le CQRS). Ils sont également des partenaires de premier ordre du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), un regroupement interuniversitaire animé conjointement par l'UQAM avec l'UQO, l'UQAR, l'École des HEC et l'Université Concordia. La constante collaboration des chercheurs de l'UQO (qui compte pour presque le tiers du centre) s'est institutionnalisée en l'an 2000 par la signature d'une entente de partenariat entre ces universités. » (Université du Québec à Hull, 2001 : 2)

Ensuite, l'UQO accueille la revue Économie et Solidarités du Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC), une revue majeure dans le domaine de l'économie sociale et du développement régional au Québec et au Canada.

Enfin, pour appuyer le tout, l'UQO compte sur deux centres de recherche qui ont comme principaux objectifs l'étude de l'économie sociale et le développement des collectivités. Il s'agit du Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS) et de la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC)<sup>39</sup>.

« Déjà à l'Université du Québec en Outaouais, plusieurs de nos travaux de recherche, à la CRDC et au CÉRIS, ont porté sur le développement social et le développement socioéconomique de communautés locales par l'économie sociale, le tout souvent articulé à une problématique de l'emploi territorialisée (développement local) : les organisations et entreprises d'insertion par le travail (Assogba, 2000; Beaudoin et Favreau, 2000); le financement du développement local en milieu rural (Beaudoin et Favreau); les services de proximité tels les centres communautaires de loisirs, les cuisines collectives et le logement social comme dispositifs de socialisation et d'entraide (Fréchette, 2000; Boucher et Inkel, 2001); le développement économique communautaire et ses dispositifs d'intervention sur les bassins locaux et régionaux d'emploi (Favreau,

<sup>39</sup> Autrefois connu sous le nom de la Chaire de recherche en développement communautaire (CRDC) et du Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale (GÉRIS).

1995; Favreau et Lévesque, 1996 et Comeau, Favreau, Lévesque et Mendell, 2001); les politiques publiques afférentes et la gouvernance locale. (Boucher et Tremblay, 1999; Favreau, 1999; Tremblay, 2002) (Favreau, Robitaille et Tremblay, 2002 : 309). »

La CRDC est en activité depuis 1995 et regroupe une équipe multidisciplinaire d'une dizaine de professeurs-chercheurs de l'UQO (science politique, sociologie, histoire, géographie, travail social, relations industrielles) en plus de membres associés provenant de d'autres universités du Québec et de pays étrangers (de l'Europe, de l'Amérique Latine et de l'Afrique). Tous ont l'économie sociale et le développement des collectivités au cœur de leur recherche.

Ayant pour titulaire le sociologue Louis Favreau, l'expertise de la CRDC a été reconnue en 2002 lorsqu'elle s'est vue octroyée par le gouvernement fédéral, le titre de Chaire de recherche du Canada. Dans une démarche sélective, ce programme qui vise à développer 2 000 chaires de recherche au Canada d'ici 2005, a pour finalité d'améliorer les infrastructures du savoir et à mieux appuyer la recherche de pointe.

« Le principal objectif du Programme des chaires de recherche du Canada est de permettre aux universités canadiennes, de même qu'aux instituts de recherche et aux centres hospitaliers qui leur sont affiliés, d'atteindre l'excellence dans le domaine de la recherche et de devenir des centres de recherche de classe mondiale dans l'économie du savoir à l'échelle internationale. »

(<http://www.chairs.gc.ca/francais/propos/fiches/index.html>, consulté en novembre 2002)

#### **4.1 L'économie sociale sur le réseau Internet**

La CRDC est présente sur le réseau Internet avec trois sites. Le premier, le site de la CRDC et du CÉRIS, informe sur les principales activités, les projets de recherche et les publications de ces centres et rend disponibles des cahiers de recherche.

Le deuxième, le site des rencontres internationales sur la globalisation de la solidarité a été créé avec la 2<sup>e</sup> rencontre internationale d'économie sociale et solidaire tenue à Québec en 2001. Ce site traite de l'économie sociale et solidaire et du développement local dans une perspective internationale Nord-Sud.



Enfin, l'Observatoire en économie sociale, né d'un récent partenariat avec le CRDO, constitue le troisième site de la CRDC. Inscrit dans le plan d'action pour développer l'économie sociale dans la région de l'Outaouais, l'Observatoire vise à améliorer les connaissances dans ce domaine par la diffusion de connaissances et d'expériences d'ici et d'ailleurs.

« L'Observatoire en économie sociale de l'Outaouais est le premier de la sorte dans la région. Il constitue un lieu virtuel dans lequel la communauté outaouaise et tout particulièrement les acteurs sociaux impliqués de près ou de loin dans les activités liées à l'économie sociale pourront s'alimenter, s'informer et échanger sur l'évolution de ce pôle de développement économique et social dans la région, au niveau national et au plan international. » (<http://www.uqo.ca/observer/>)



---

## Conclusion

---

De ce portrait sur l'économie sociale en Outaouais, nous dégagons cinq principaux constats.

Premièrement, à la lumière des chiffres et des exemples présentés dans le portrait, l'économie sociale occupe une place somme toute importante dans l'Outaouais et contribue économiquement et socialement au développement de la région. Comment? Les entreprises d'économie sociale, implantées dans une variété de secteurs d'activité, produisent des biens et des services, créent des emplois durables, investissent dans la communauté, favorisent l'entrepreneursip, génèrent des revenus autonomes, soutiennent la revitalisation des quartiers, apportent soutien et aide à la communauté, développent le sentiment d'appartenance, etc.... L'économie sociale est d'ailleurs l'affaire d'une grande proportion de la population comme en témoigne l'une des rares études sur ce secteur en Outaouais qui révèle que les organisations communautaires localisées dans la Vallée-de-la-Lièvre et la Petite-Nation rejoignent, de diverses façons, un habitant sur quatre sur ce territoire. De plus, l'économie sociale domine largement dans certains secteurs d'activité comme les services funéraires ou les services en garderie. Toutefois, ces entreprises ne sont pas réparties également dans la région. À cet effet, le Pontiac et la nouvelle ville de Gatineau ainsi que les secteurs de Hull et de Buckingham dans la nouvelle ville concentrent davantage d'entreprises d'économie sociale par rapport à leur poids démographique.

Deuxièmement, le portrait fait état de plusieurs entreprises d'économie sociale établies en Outaouais depuis plusieurs années, confirmant ainsi leur viabilité. Suite à leur succès, certaines de ces entreprises ont vu transposer leur expérience à travers le Québec. Pensons notamment au premier Carrefour Jeunesse-Emploi né dans l'Outaouais avant de s'implanter dans le reste du Québec. Également, les Coopératives Jeunesse de services, qui ont d'abord vu le jour en Ontario, se sont introduites pour la première fois au Québec en Outaouais avant de s'éparpiller aux quatre coins du Québec. Enfin, c'est aussi dans l'Outaouais que la première Coopérative régionale de développement a vu le jour. Aujourd'hui, ce type d'organisation est présente dans l'ensemble des régions québécoises.

Troisièmement, l'économie sociale en Outaouais est en plein essor, les entrepreneurs sociaux étant de plus en plus nombreux. À cet effet, une grande proportion du soutien financier dans les Centres locaux de développement de la région est allouée aux nouvelles entreprises d'économie sociale ou à un nouveau projet social dans une entreprise déjà existante.

Quatrièmement, tout comme au Québec, les entreprises d'économie sociale de l'Outaouais peuvent s'appuyer sur plusieurs dispositifs de développement aux échelles locale et régionale (CRDO, CDROL, CLD, CDEC, SADC, CDC, etc.). La région, sous l'égide d'une table régionale du CRDO, s'est dotée d'une vision commune de développement en économie sociale et a favorisé la concertation et les partenariats entre les divers acteurs. Un réseautage qu'on pourrait qualifier de nouveau dans l'Outaouais.

Cinquièmement, la Chaire de recherche en développement des collectivités de l'Université du Québec en Outaouais, reconnue Chaire du Canada depuis peu, poursuit son expansion et se préoccupe toujours des questions liées à l'économie sociale au Québec, dans le monde mais bien certainement en Outaouais aussi. Le nouvel Observatoire créé récemment en partenariat avec le CRDO, ouvre également la voie à une nouvelle forme d'échange entre le milieu et l'Université faisant ainsi un pas de plus vers une meilleure connaissance de l'économie sociale en Outaouais.

Ce premier portrait de l'économie sociale en Outaouais demeure exploratoire et doit plutôt être vu comme une première étape qui conduira éventuellement à des enquêtes plus approfondies. Les connaissances dans ce domaine sont encore trop insuffisantes. Selon nous, le prochain portrait de l'économie sociale en Outaouais pourrait combiner les méthodes quantitative et qualitative et inclurait les indicateurs suivants : âge des entreprises, statut juridique, secteurs d'activité, type de clientèle, nombre de membres coopératifs ou associatifs, type de gestion utilisée, degré d'autonomie, chiffre d'affaires, budget, financement, nombre d'employés à temps plein et à temps partiel, sexe des employés, nombre d'emplois créés au cours des deux dernières années, salaire du personnel, nombre de bénévoles, nombre d'heures de travail, appartenance à l'économie

sociale, besoins, rentabilité, pratiques, enjeux, instances de développement, etc<sup>40</sup>. En plus d'être spatialisée pour rendre compte des diverses spécificités des sous-régions, l'enquête pourrait être complétée par des études de cas d'organisations et d'entreprises innovatrices, études de cas que la CRDC a déjà entrepris dans le cadre de ses travaux (voir: <http://www.uqo.ca/observer>).

« En somme, l'économie sociale est importante en Outaouais, voire essentielle pour une région qui cherche à se diversifier et à augmenter son indépendance face à sa voisine Ottawa.

Au plan social et sociopolitique, dans des sociétés comme la nôtre, pour des régions ou des communautés locales devenues incertaines de leur avenir, cela peut faire la différence entre continuer d'avancer et de se moderniser ou stagner, voire décliner. Palliatif diront certains. Plutôt fer de lance... » (Favreau, 2002)

---

<sup>40</sup> D'après les indicateurs de l'étude de SAUCIER, Carol et Nicole THIVIERGE (1999). Un portrait de l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent. Rimouski, 152 pages.



## Bibliographie

---

- ASSOGBA, Yao (2000). *Insertion des jeunes, organisation communautaire et société. L'expérience fondatrice des Carrefours jeunesse-emploi au Québec*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'université du Québec, 168 pages, <http://www.puq.quebec.ca/puq/data/D-1092.html>
- BEAUDOIN, Lucie et Louis FAVREAU (2000). *Le Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais: Analyse et mise en perspective d'une pratique communautaire d'insertion auprès des jeunes*. Cahier CJEO no. 3, Chaire de recherche en développement communautaire, Série Pratiques économiques et sociales no. 13, <http://www.uqo.ca/crdc-geris/CahierCJEO%20.htm>
- BEAUDOIN, Lucie et Louis FAVREAU (1998). *Les fonds locaux et régionaux de développement : l'itinéraire de la SADC de Papineau*. Cahier de la Chaire de recherche en développement communautaire, Série Pratiques économiques et sociales no. 2, <http://www.uqo.ca/crdc-geris/PES2.htm>
- BEAUDOIN, Lucie et Patrick DUGUAY (sous la direction de FRÉCHETTE Lucie) (1997). *ODEC et la santé mentale. De l'entraide à l'ouverture sur la communauté locale*. Série pratiques sociales, n° 6, GÉRIS-UQAH, 20 pages.
- BIDET, Éric (2000). Économie sociale : un éclairage théorique sur un concept méconnu.. *Revue Économie et Solidarités*, no 31-2, p.64 à 81.
- BIDET, Éric (1997). *L'économie sociale*. Paris, Édition le monde, Collection Marabout, 212 pages.
- BOUCHER, Jacques (2002). Logement, fragilités et développement local : l'évolution de l'action communautaire en Outaouais. *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 231 à 242.
- BOUCHER, J. et A. INKEL (2001). *Mouvement communautaire et logement social : le cas de Logemen'occupe et de Mon Chez Nous*. CRDC, UQO, 29 pages.
- BOUCHER, Jacques et Daniel TREMBLAY (1999). La gouvernance locale. Dossier thématique de la *Revue Économie et Solidarités*, vol. 30, no 2, PUQ, Québec, p. 1 à 110.
- BOURQUE, Gilles L. (2000). *Le modèle québécois de développement, De l'émergence au renouvellement*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 276 page, <http://www.puq.quebec.ca/puq/data/D-1042.html>
- CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE L'OUTAOUAIS (2002). *Rapport d'Activité 2001-2002*. 8 pages, [http://www.cjeo.qc.ca/200109/Nouvelles/Rapport\\_cjeo\\_01-02.pdf](http://www.cjeo.qc.ca/200109/Nouvelles/Rapport_cjeo_01-02.pdf)
- CHAGNON, Lucie et Louis FAVREAU (1995). *La mise sur pied d'une Corporation de développement communautaire à Buckingham: récit d'une intervention*. CRDC, Série pratiques sociales, n° 2, GÉRIS-UQAH, 37 pages.

- 
- CHANTIER DE L'ÉCONOMIE ET DE L'EMPLOI (1996). *Osons la solidarité! Rapport du groupe de travail sur l'économie sociale*. Sommet sur l'économie et l'emploi, 95 pages, <http://www.unites.uqam.ca/econos/rososnf.pdf>
- CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, CSMO-ÉSAC ET RISQ (2001). Un outil original de promotion en Outaouais. *L'économie sociale en mouvement*, Cahier d'information, 4 pages.
- CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, CSMO-ÉSAC ET RISQ (2000). Les premiers résultats de la plus vaste étude statistique jamais réalisée sur l'action communautaire et l'économie sociale. *L'économie sociale en mouvement*, Cahier d'information, 4 pages, <http://www.chantier.qc.ca/uploads/documents/publications/286.pdf>
- CHARLEBOIS, Christine (1999). Une formule québécoise unique de maintien à domicile : « Les Habitations partagées ». *Le Gérontophile*, 21, no 4, automne 1999, p.17 à 20.
- CLD GATINEAU (2002). *Rapport annuel 2001*. 13 pages.
- CLD GATINEAU (2001). *Politique d'investissement du Fonds de développement des entreprises en économie sociale du CLD Gatineau*, 8 pages, <http://www.cldgatineau.ca/documents/fes.pdf>
- CLD PAPINEAU (2002). *Rapport annuel 2001*.
- COMEAU, FAVREAU, LÉVESQUE ET MENDELL (2001). *Emploi, économie sociale et développement local, les nouvelles filières*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 336 pages, <http://www.puq.quebec.ca/puq/data/D-1096.html>
- COMEAU, Yvan et Louis FAVREAU (1998). *Développement économique communautaire : une synthèse de l'expérience québécoise*. Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire, série Conférences #2, 23 pages, <http://www.uqo.ca/crdc-geris/C2.htm>
- COMMUNAUTÉ URBAINE DE L'OUTAOUAIS (2000). *Schéma d'Aménagement révisé de la Communauté Urbaine de l'Outaouais*. Service de la planification.
- CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (2000). *Les conditions de vie des femmes et le développement local et régional dans l'Outaouais*. Collection Femmes et développement des régions, Gouvernement du Québec, 100 pages, <http://www.csf.gouv.qc.ca/telechargement/publications/AvisConditionsVieFemmesOutaouais.pdf>
- CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS (2000). *Entente cadre de développement 2000-2005 entre le gouvernement du Québec et le Conseil régional de développement de l'Outaouais*. Hull, 37 pages, [http://www.crdo.qc.ca/entente\\_cadre/entente\\_cadre\\_2000\\_2005.pdf](http://www.crdo.qc.ca/entente_cadre/entente_cadre_2000_2005.pdf)
- CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS (2000). *Plan d'Action régional 2000-2005 « L'Outaouais 2010, un pôle de développement de la connaissance et du savoir »*. Hull, 230 pages,
- CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS (2000). *Planification stratégique régionale 2000-2004*, Hull.



- COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL OUTAOUAIS-LAURENTIDES (2002). *Rapport annuel 2001-2002*. 15 pages.
- D'AMOURS, Martine (1997). *L'économie sociale au Québec, cadre théorique, histoire, réalités et défis*. Institut de formation en développement économique communautaire, 80 pages.
- DEFOURNY, Jacques, Patrick DEVELTÈRE et Bénédicte FONTENEAU (1999). *L'économie sociale au Nord et au Sud*. Ouvertures économiques, De Boeck Université, 280 pages.
- DEMOUSTIER, Danièle (2001). *L'économie sociale et solidaire : s'associer pour entreprendre autrement*. Paris, Syros, 206 pages.
- DEVAULT, Annie (2000). *Les besoins des pères sont-ils remplis par les ressources existantes?* Série Recherches, n° 11, GÉRIS-UQAH, 17 pages.
- DIRECTION DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL ET DE LA GESTION DE L'INFORMATION (2002). *Rapport annuel sur les coopératives de services financiers 2001*. Gouvernement du Québec, 86 pages, [http://www.igif.gouv.qc.ca/publications/rapports\\_annuels/caisse\\_epargne\\_credit/rap\\_coop2001.pdf](http://www.igif.gouv.qc.ca/publications/rapports_annuels/caisse_epargne_credit/rap_coop2001.pdf)
- DISANT, Marie-Jeanne (2002). *Le parcours de financement des entreprises d'économie sociale, point de vue des bailleurs de fonds et des entreprises*. Carrefour Québécois de développement local, 88 pages
- DOUCET, Chantale, sous la direction de Louis FAVREAU et Martin ROBITAILLE (2002). *Portrait démographique de l'Outaouais et de ses sous-régions*. Cahier de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Série développement régional, no.2, Université du Québec en Outaouais, 49 pages.
- DOUCET, Chantale (2001). *La marche des femmes de Papineau*. Pour le comité de la marche des femmes de Papineau, non-publié.
- EMPLOI-QUÉBEC (2002). *Proposition Planification stratégique régionale 2003-2007 Région de l'Outaouais*. 97 pages.
- FAVREAU, Louis (2002). Les stratégies de relance des collectivités locales par le développement économique communautaire. *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 185 à 208.
- FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY (sous la direction) (2002). Itinéraire de recherche en développement régional au Québec : l'expérience de l'Université du Québec en Outaouais. *Quel avenir pour les régions*, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 307 à 316.
- FAVREAU, Louis (2002). *L'économie sociale au Nord et au Sud : Pistes de réflexion pour une politique de recherche en développement des collectivités*. Cahier de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, Série Rapport de recherche, no.2, 98 pages.

- 
- FAVREAU, Louis et Lucie FRÉCHETTE (2002). *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presse de l'Université du Québec, 201 pages.
- FAVREAU, Louis (1999). *Décentralisation du service public de l'emploi et initiatives locales : l'expérience québécoise*. Cahier de la Chaire de recherche du Canada en développement communautaire, UQAH, série Recherche, numéro 15, 28 pages.
- FAVREAU, Louis et Benoît LÉVESQUE (1996). *Développement économique communautaire, économie sociale et intervention*. Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 256 pages, <http://www.puq.quebec.ca/data/DA-831.html>
- FAVREAU, Louis (1995) (réédition en 2002). *Pauvreté urbaine dans l'Outaouais métropolitain : Relancer l'emploi et l'économie des quartiers en difficulté de Buckingham, Gatineau et de Hull par le développement économique communautaire*. Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, Série rapport de recherche no.4, 114 pages.
- FAVREAU Louis et HURTUBISE (1993). *CLSC et communautés locales. La contribution de l'organisation communautaire*. Collection pratiques et politiques sociales, Presses de l'Université du Québec, 228 pages.
- FORGET, Serge (2002). Le logement communautaire, une dynamique dans son milieu.. *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 243 à 244.
- FRÉCHETTE, Lucie (2000). *Entraide et services de proximité, l'expérience des cuisines collectives*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 214 pages, <http://www.puq.quebec.ca/data/D-1078.html>
- FRÉCHETTE, Lucie et Louis FAVREAU (1996). *Répertoire des cuisines collectives en Outaouais 1996*. Série pratiques sociales, n° 3, GÉRIS-UQAH, 40 pages.
- GAUDREAU, Sylvie avec la collaboration de Lucie BEAUDOIN (sous la dir. de Louis FAVREAU) (1998). *Une entreprise de formation par le travail de jeunes en difficulté: le CFER Outaouais*. Chaire de recherche en développement communautaire, Université de Québec à Hull, 27 pages.
- GIRARD, Jean-Pierre (avec la collaboration de Suzi Brière) (1999). *Une identité à affirmer, un espace à occuper : aperçu historique du mouvement coopératif au Canada français*. Chaire de Coopération Guy Bernier, Université du Québec à Montréal, 20 pages, <http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/histoire-cooperatives.pdf>
- GRENIER, François (2002). Le CLD de la Communauté urbaine de l'Outaouais : Guichet automatique ou guichet unique? *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 301 à 303.
- L'ASSOCIATION DES RÉGIONS DU QUÉBEC (2000). *L'économie sociale en région, Hypothèses d'orientation*. Document présenté au ministère du Conseil exécutif, 13

- pages, [http://www.regions.qc.ca/internet/publications/documents/economie\\_sociale\\_region.pdf](http://www.regions.qc.ca/internet/publications/documents/economie_sociale_region.pdf)
- LACHAPELLE, René (2001), *CLSC et développement des communautés aujourd'hui*. Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, 24 pages.
- LAPLANTE, Laurent (1999). Des gens capables de transformer leurs problèmes en projets collectifs. *Revue Notre-Dame*, juillet-août 1999, n. 7, p. 16 à 28.
- LAVILLE, Jean-Louis (sous la direction) (1994). *L'économie solidaire une perspective internationale*. Paris, Édition Desclée de Brouwer, Collection sociologie économique, 334 pages.
- LECLERC, Yvon (2002). Le CLD et le développement local : défis et enjeux.. *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 291 à 300.
- LES ELLES DE LA PETITE-NATION (2002). *Proposition de règlements généraux*. À être adoptée lors de l'assemblée générale de fondation, 19 pages.
- MATHIEU, Andrée (2002). L'expérience du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail en Outaouais. *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 245 à 249.
- MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (2002a). *Coopératives du Québec. Données statistiques 1999. Statistiques sur les entreprises coopératives régies par la Loi sur les entreprises coopératives*. Gouvernement du Québec, 71 pages, <http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/statistiques-2001.pdf>
- MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (2002b). *Portrait des entreprises en aide domestique*. Gouvernement du Québec, 67 pages, [http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/Portrait\\_EESAD.pdf](http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/Portrait_EESAD.pdf)
- MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (1999). *Taux de survie des entreprises coopératives au Québec*. Gouvernement du Québec, la Direction des coopératives, 52 pages, <http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/TauxSurvie.pdf>
- MINISTÈRE DES RÉGIONS (2001). *Rapport triennal des centres locaux de développement (CLD) 1998-2000*. Gouvernement du Québec, 50 pages <http://www.mreg.gouv.qc.ca/fr/article/Publication/bilancl.pdf>
- MINISTÈRE DES RÉGIONS (1998a). *Guide d'implantation des centres locaux de développement*. Gouvernement du Québec, 19 pages, <http://www.mreg.gouv.qc.ca/fr/article/Publication/guide.pdf>
- MINISTÈRE DES RÉGIONS (1998b). *La Politique de soutien au développement local et régional, Conjuguer l'économie et le social, document d'information à l'intention des centres locaux de développement*. Gouvernement du Québec, 56 pages, [http://www.mreg.gouv.qc.ca/fr/article/Publication/conjuguer\\_integral.pdf](http://www.mreg.gouv.qc.ca/fr/article/Publication/conjuguer_integral.pdf)

- 
- MINISTÈRE DES RÉGIONS (1998c). *La Politique de soutien au développement local et régional, livre blanc*. Gouvernement du Québec, <http://www.mreg.gouv.qc.ca/fr/article/Publication/politic.htm>
- PILON, France (2000). La Coopérative funéraire de l'Outaouais inaugure ses locaux de Hull. *Le Droit*, La Région, Samedi 29 juillet 2000, p.10.
- RADIO-Canada (2002). *Les Centres de la petite enfance ne doivent pas être abolis*. Dimanche 20 octobre 2002, 12h.
- RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS (2001). *Registre des organismes communautaires de l'Outaouais oeuvrant dans le domaine de la santé et des services sociaux*. 51 pages.
- RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS (2000). *Rapport annuel 1999-2000*. 75 pages.
- REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DU PONTIAC (2002). *Rapport annuel 2001-2002*. Présenté à l'assemblée générale annuelle, 26 pages.
- SAUCIER, Carol et Nicole THIVIERGE (1999). *Un portrait de l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent assorti d'un ensemble de recommandations*. Rimouski, 152 pages.
- SECRÉTARIAT AUX COOPÉRATIVES ( ) *Les histoires à succès des coopératives II*. 52 pages, <http://www.agr.gc.ca/policy/coop/succes2f.pdf>
- SOCIÉTÉ DE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE OUTAOUAIS (2001). *Rapport annuel 2000*. 19 pages.
- TABLE NATIONALE DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (1998). *Le mouvement des corporations de développement communautaire au Québec*. 10 pages.
- TESSIER, Danièle avec la collaboration de Susie ROUSSEL (1998). *L'empreinte des pratiques communautaires dans la Petite-Nation et la Vallée-de-la-Lièvre : impact social et économique*. Corporation de développement communautaire Rond Point, 82 pages.
- TREMBLAY, Daniel (2002). *Le « social actif » et son impact sur le bien-être de la population*. Rapport de recherche, CÉRIS et CRDC, UQAH, 111 pages.
- TREMBLAY, Marielle, Pierre-André TREMBLAY et Suzanne TREMBLAY (sous la direction) avec la collaboration de Martin TRUCHON (2002). *Développement local, économie sociale et démocratie*. Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 356 pages.
- UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À HULL (2001). *Plan stratégique de la recherche, résumé*. 5 pages, <http://www.chairs.gc.ca/francais/Priorite/resume/resume/UQAHull-Summary.pdf>
- VAILLANCOURT, Yves et Louis FAVREAU (2000). *Le modèle québécois d'économie sociale et solidaire*. Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, Série Recherche no. 18, <http://www.uqo.ca/crdc-geris/R18.htm>

## **ANNEXE I**

### **Liste des organisations communautaires en Outaouais par municipalité**



<b>Nom de l'organisme</b>	<b>Municipalité</b>
Au-Pic d'Aylmer	Aylmer
Centre alimentaire Aylmer	Aylmer
Centre communautaire "Entre-Nous"	Aylmer
Centre d'action bénévole accès	Aylmer
Enrich - Réseau anglophone des ressources en santé communautaire	Aylmer
Equipe soutien-famille	Aylmer
Groupe communautaire Deschênes	Aylmer
L'autre chez soi inc.	Aylmer
Maison Mathieu Froment-Savoie	Aylmer
Résidences communautaires en santé mentale de l'Outaouais	Aylmer
Vallée-Jeunesse	Aylmer
CHÂTELET (CPE LE, INST)	Aylmer
MAISON DES PETITS CASTORS (CPE LA, INST/MF)	Aylmer
PETITS LURONS (CPE AUX, INST/MF)	Aylmer
RIBAMBELLE D'AYLMER (CPE LA, MF)	Aylmer
Popote roulante d'Aylmer	Aylmer
Association des Bénévoles de la Vallée de la Lièvre	Buckingham
Association pour enfants exceptionnels de Papineau	Buckingham
Cantine des aînés et aînées de Buckingham	Buckingham
Carrefour jeunesse emploi Papineau	Buckingham
Centre Actu-Elle	Buckingham
Centre d'entraide des aînés de Buckingham	Buckingham
Comité Alpha Papineau	Buckingham
Grenier d'apprentissage Jacques L. Charbonneau	Buckingham
M-Ado jeunes de Buckingham	Buckingham
Maison de la famille Vallée de la Lièvre	Buckingham
Maison des jeunes M-Ado	Buckingham
Maison d'hébergement pour Elles des deux Vallées	Buckingham
Organisme de développement et d'entraide communautaire (O.D.E.C.)	Buckingham
S.O.S. Contact AI-To Inc.	Buckingham
GRANDE ENVOLÉE (CPE LA, INST)	Buckingham
OISEAU BLEU (CPE L', INST)	Buckingham
Carrefour Jeunesse-Emploi du Pontiac	Campbell's Bay
Transport de l'Âge d'Or de Campbell's Bay Inc.	Campbell's Bay
1-2-3 PICABOU (CPE, INST/MF)	Campbell's Bay
Entrepreneurship plus	Campbell's Bay
Jardin éducatif du Pontiac	Campbell's Bay
Maisons des jeunes du Pontiac	Campbell's Bay
Services de Répit du Pontiac	Campbell's Bay
Corporation des services communautaires de Cantley	Cantley
PETITS CAMPAGNARDS (CPE AUX, INST/MF)	Cantley
Maison Libère-Elles	Chelsea
Comité sports loisirs de Chénéville inc.	Chénéville
Maison des jeunes de Chénéville	Chénéville
Centre Intervalle Pontiac	Fort-Coulonge

Comptoir St-Pierre de Fort-Coulonge inc.	Fort-Coulonge
L'Entourelle	Fort-Coulonge
Centre de l'âge d'or et des jeunes de Fort-Coulonge	Fort-Coulonge
Adojeune Inc	Gatineau
Amis et amies de St-François-de-Sales	Gatineau
Association de la Fibromyalgie de l'Outaouais	Gatineau
Association pour personnes souffrant de douleur chronique	Gatineau
Atelier en couleur de Hull Inc.	Gatineau
Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais	Gatineau
Centre communautaire des aînés	Gatineau
Centre d'action bénévole de Gatineau	Gatineau
Centre d'animation familiale de l'Outaouais Inc.	Gatineau
Centre de l'enfant Pont Magique	Gatineau
Centre de rencontre Arc-en-ciel Ltée	Gatineau
Centre d'entraide La Destinée	Gatineau
Centre des aînés de Gatineau	Gatineau
Centre inter-section H.A.G.	Gatineau
Comité solidarité Gatineau- Ouest	Gatineau
Donnes-toi une chance	Gatineau
Entraide Cancer	Gatineau
Entraide pères-enfants séparés de l'Outaouais	Gatineau
Entre deux roues	Gatineau
Espoir Rosalie de Gatineau	Gatineau
Habitations Nouveau départ	Gatineau
L'Amicale des handicapés physiques de l'Outaouais métropolitain Inc.	Gatineau
Maison Alonzo Wright	Gatineau
Maison de la famille de Gatineau	Gatineau
Maison unies vers femmes	Gatineau
Mouvement international de Nicolas-Gatineau	Gatineau
Organisation Tête ensemble	Gatineau
Pointe aux Jeunes Inc.	Gatineau
Regroupement des cuisines collectives de Gatineau	Gatineau
Regroupement des organismes communautaires de l'Outaouais en santé et services sociaux (ROCO-S.S.S.)	Gatineau
Regroupement des organismes du milieu communautaire du programme nutri-boîte	Gatineau
Relais des jeunes Gatinois	Gatineau
Ressource d'aide et de dépannage pour alcooliques et toxicomanes de Luskville	Gatineau
Saga jeunesse	Gatineau
Soupière de l'amitié de Gatineau inc.	Gatineau
Tél-aide Outaouais	Gatineau
ALAKAZOU (CPE, INST)	Gatineau
BÉBÉJOU (CPE, INST/MF)	Gatineau
BONJOUR (CPE LE, INST)	Gatineau
CIBOULETTE DE GATINEAU (CPE LA, INST)	Gatineau
COUP DE POUCE (CPE, INST/MF)	Gatineau
ENFANTS D'ABORD (CPE LES, INST/MF)	Gatineau



FEUX FOLLETS (CPE LES, INST)	Gatineau
GATINERIE (CPE LA, MF)	Gatineau
JONGLERIE (CPE LA, INST)	Gatineau
LIMBOUR (CPE DE, INST)	Gatineau
MARIE SOLEIL (CPE, INST)	Gatineau
NACELLE (CPE LA, INST)	Gatineau
PETITS PIEDS (CPE, INST)	Gatineau
RAYONS DE LUNE (CPE, INST/MF)	Gatineau
TAMANOIR (CPE LE, INST/MF)	Gatineau
Association féminine d'éducation et d'action sociale de Gracefield	Gracefield
Jeunesse sans frontières de la Vallée-de-la-Gatineau	Gracefield
Académie de gérontologie de l'Outaouais	Hull
Académie des retraités de l'Outaouais	Hull
Accueil-Parrainage Outaouais	Hull
Action santé Outaouais	Hull
Animation 55 et plus	Hull
Antre-Hulloises	Hull
Arche Agapè Inc.	Hull
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	Hull
Association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	Hull
Association de l'ouie de l'Outaouais	Hull
Association des familles monoparentales et recomposées de l'Outaouais	Hull
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	Hull
Association des neurotraumatisés - Région de l'Outaouais	Hull
Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	Hull
Association pour enfants ayant des troubles d'apprentissage (chapitre de l'Outaouais)	Hull
Association pour la défense des droits sociaux, Hull	Hull
Association pour la prévent. de la toxic. et de l'alcool. chez les femmes d'Outaouais	Hull
Association pour l'intégration communautaire de l'Outaouais	Hull
Association régionale de loisirs pour personnes handicapées Outaouais	Hull
Avenue des jeunes	Hull
Bureau régional d'action SIDA Outaouais	Hull
C.A.P. Santé Outaouais (Centre d'activités promotionnelles)	Hull
Camp Gatineau Inc.	Hull
Centre d'action bénévole de Hull	Hull
Centre d'aide 24/7	Hull
Centre d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles Outaouais	Hull
Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes Outaouais	Hull
Centre de formation en entreprise et récupération (CFER)	Hull
Centre d'information et d'action sociale de l'Outaouais	Hull
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille	Hull
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais	Hull
Centre du silence inc.	Hull
Centre Mechtilde inc.	Hull
Comité des résidants du secteur Daniel-Johnson de Hull	Hull
Conseil interculturel de l'Outaouais (CIO)	Hull

Droits-Accès de l'Outaouais	Hull
Enfants de l'espoir de Hull	Hull
Entraide familiale de l'Outaouais Inc.	Hull
Entraide-Deuil de l'Outaouais	Hull
Epilepsie Outaouais	Hull
Espace Outaouais	Hull
Gîte ami	Hull
Grands frères et grandes soeurs de l'Outaouais Inc.	Hull
Groupe d'entraide Les Bipos	Hull
Groupe entre femmes de l'Outaouais	Hull
Habitations partagées l'Outaouais urbain	Hull
Hébergevac Desjardins	Hull
L'Alternative Outaouais	Hull
L'Apogée" Assoc. pour parents et amis de la personne ayant un problème de santé mentale	Hull
L'Envol S.R.T. Service de retour au travail	Hull
Logement intégré de Hull Inc.	Hull
Logement occupé	Hull
Maison de la famille de l'Ile	Hull
Maison de l'Amitié de Hull	Hull
Maison réalité inc.	Hull
Moments'hommes	Hull
Mon chez-nous incorporée	Hull
Mouvement action-chômage Outaouais	Hull
Naissance-renaissance Outaouais	Hull
Prévention spécialisée en toxicomanie	Hull
Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	Hull
Regroupement des organismes communautaires en santé mentale de l'Outaouais (ROCSMO)	Hull
Ressources d'hébergement jeunesse dépannage de l'Outaouais	Hull
Retraités bénévoles de Hull	Hull
Service régional d'interprétation visuelle de l'Outaouais	Hull
Société alzheimer de l'Outaouais Québécois	Hull
Société canadienne de la sclérose en plaques de l'Outaouais	Hull
Soupe Populaire de Hull, Inc	Hull
Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	Hull
Trait d'union Outaouais Inc.	Hull
BALUCHON (CPE LE, INST)	Hull
CHEZ CORNEMUSE (CPE, INST)	Hull
HAUTES-PLAINES (CPE DES, INST/MF)	Hull
ÎLE DES ENFANTS (CPE L', INST/MF)	Hull
JEUNE RONDE (CPE LA, INST)	Hull
JOS.-MONTFERRAND (CPE, INST)	Hull
NIDS DES PETITS (CPE AUX, INST/MF)	Hull
PAYS DES ANGES (CPE AU, INST/MF)	Hull
PORTAGE (CPE DU, INST)	Hull

PREMIERS PAS (CPE DES, INST/MF)	Hull
TERRASSES (CPE LES, INST)	Hull
TROIS POMMES (CPE AUX, INST)	Hull
UNIVERS DES PETITS (CPE L', INST)	Hull
Contacts Femmes-Enfants	Lac Ste-Marie
Albatros Maniwaki (Haute Gatineau)	Maniwaki
Alliance autochtone local 18 Maniwaki inc.	Maniwaki
Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	Maniwaki
Bénévoles de la popote roulante de Maniwaki Inc.	Maniwaki
Carrefour Jeunesse-Emploi de la Vallée-de-la-Gatineau	Maniwaki
Centre Jean Bosco de Maniwaki	Maniwaki
Centre parents-enfants de la Haute-Gatineau	Maniwaki
Équipe des bénévoles de la Haute-Gatineau	Maniwaki
Groupe M.A.M.A.N	Maniwaki
Halte-femme Haute-Gatineau	Maniwaki
L'Impact - Rivière Gatineau	Maniwaki
Maison amitié pour les sans-abri de la Haute-Gatineau	Maniwaki
Mani-Jeunes inc.	Maniwaki
Suicide Détour	Maniwaki
BOTTINE DE MANIWAKI (CPE LA, INST)	Maniwaki
RÉSEAU PETITS PAS (CPE, INST/MF)	Maniwaki
Mont d'Or	Mansfield
Patro de Fort-Coulonge / Mansfield	Mansfield
Maison Le Ricochet	Masham
Mashado	Masham
Association pour l'intégration communautaires de la Vallée "La Lanterne"	Masham
Maison de jeunes Le Panda de Masson-Angers (secteur Angers)	Masson-Angers
PETITS FRIPONS (CPE LES, INST)	Masson-Angers
TROIS PETITS POINTS... (CPE, INST/MF)	Masson-Angers
ZAMIZOU (CPE, INST/MF)	Masson-Angers
Corporation de développement économique de Papineau	Montebello
Maison des jeunes de Montpellier	Montpellier
Organisme d'aide et de support à l'intégration sociale (O.D.A.S.I.S.)	Namur
Ressource jeunesse de la Basse-Lièvre	N-D-de-la-Salette
Centre d'artisanat d'Otter Lake inc.	Otter Lake
Ateliers Formatech	Papineauville
Prévention C.E.S.A.R.	Papineauville
PETITE-NATION (CPE DE LA, INST/MF)	Papineauville
Maison de la famille du Pontiac	Pontiac
TEBIZINAN (CPE, INST)	Pontiac
Entraide alimentaire Quyon	Quyon
Maison de la famille de Quyon	Quyon
	Rapides-des-
Comité bénévoles de transport de Rapide-des-Joachims Inc.	Joachims
Banque alimentaire de la Petite Nation	Ripon
Maison de la famille Petite-Nation	St-André Avellin

Maison des jeunes d'Avellin  
Association pour les personnes handicapées de la Petite Nation  
Les Elles de la Petite-Nation  
MILLE COULEURS (CPE AUX, MF)  
Atelier de formation socioprofessionnelle de la Petite-Nation  
Comité régional du troisième âge de la Petite Nation

Atelier d'éducation populaire  
Service animation jeunesse de l'Outaouais Inc.  
Salon des jeunes de Thurso  
Accom-Palli  
Centre de ressourcement pour la famille de l'Outaouais  
Maison de jeunes Val-Jeunesse  
Comité de bénévolat pour la région Pontiac Ouest Inc.

St-André Avellin  
St-André-Avellin  
St-André-Avellin  
St-André-Avellin  
St-André-Avellin  
St-André-Avellin  
St-Émile-de-  
Suffolk  
St-Sixte  
Thurso  
Val-des-Monts  
Val-des-Monts  
Val-des-Monts  
Waltham

## **ANNEXE II**

### **Liste des coopératives en Outaouais par municipalité**



<b>Nom de la coopérative</b>	<b>Municipalité</b>
COOPÉRATIVE DE COMMERCE D'ALIMENTS NATURELS, SOL, D'AYLMER	Aylmer
COOPÉRATIVE D'HABITATION GRANDE-RIVIÈRE D'AYLMER	Aylmer
COOPÉRATIVE DE TRAVAIL EN COURTAGE IMMOBILIER DE L'OUTAOUAIS	Aylmer
COOPÉRATIVE D'HABITATION L'ENVOL DE BUCKINGHAM	Buckingham
COOPÉRATIVE D'HABITATION BON VIVANT DE BUCKINGHAM	Buckingham
COOPÉRATIVE DE TRAVAILLEURS APIDOR	Buckingham
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ EN AMÉNAGEMENT FORESTIER DE DUHAMEL	Duhamel
COOPÉRATIVE FORESTIÈRE DE L'OUTAOUAIS	Fort-Coulonge
FEDERATION DES COOPÉRATIVES D'HABITATION DE L'OUTAOUAIS	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION MARIE CREVIER (GATINEAU)	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION LE TRAIT D'UNION DE GATINEAU	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION LE PARTAGE (GATINEAU)	Gatineau
LA COOPÉRATIVE D'HABITATION TOIT ET MOI (GATINEAU)	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION L'ALTERNATIVE (HULL)	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION ARC-EN-CIEL (GATINEAU)	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION LES RAPIDES DE LA GATINEAU	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION CLAIR DE LUNE DE GATINEAU	Gatineau
COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL OUTAOUAIS-LAURENTIDES	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION DE LA VERENDRYE (GATINEAU)	Gatineau
COOPÉRATIVE DES TECHNICIENS AMBULANCIERS DE L'OUTAOUAIS	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION LA MONTÉE	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION NOUVELLE VAGUE	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION DE LA HAUTE RIVE D'AYLMER	Gatineau
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DE TRANSPORT ADAPTÉ JMB DE L'OUTAOUAIS	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION LE TRIEDE DE HULL	Gatineau
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DE SOINS DE SANTÉ D'AYLMER	Gatineau
COOPÉRATIVE DE TRAVAIL BIOTERRA	Gatineau
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ EN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE DE GATINEAU	Gatineau
COOPÉRATIVE DE TRAVAIL DES JARDINS BIOLOGIQUES DE GATINEAU	Gatineau
COOPÉRATIVE DE TRAVAIL CENTRE POUR MIEUX VIVRE DE L'OUTAOUAIS	Gatineau
SOCIETE COOPÉRATIVE AGRICOLE DE GRACEFIELD	Gracefield
COOPÉRATIVE D'HABITATION REBOUL - REBOUL HOUSING COOPERATIVE	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION DU LAC-DES-FÉES	Hull
LA COOPÉRATIVE D'HABITATION DU LAC (HULL)	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION DUHAUT (HULL)	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION DU MONT-BLEU (HULL)	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION ST-LOUIS DE HULL	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION "LE RUISSEAU" (HULL)	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION "SUR L'ÎLE" (HULL)	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION VAL TETREAU (HULL)	Hull

COOPÉRATIVE D'HABITATION ST-JOSEPH (HULL)	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION DU FAUBOURG (HULL)	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION DU COTEAU (HULL)	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION LE 400 RIEL (HULL)	Hull
L'ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DE L'OUTAOUAIS	Hull
CENTRE DE LA PETITE ENFANCE COOP LIBELLE	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION DE LA FALAISE (HULL)	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION LE 79 BOUCHERVILLE	Hull
ENTREPRISE COOPÉRATIVE LINGUISTIQUE DE L'OUTAOUAIS, ECLO	Hull
COOPÉRATIVE D'HABITATION LE CHÂTEAU (HULL)	Hull
LA COOPÉRATIVE D'HABITATION CHANTIGNY DE HULL	Hull
COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE DE L'OUTAOUAIS	Hull
COOPÉRATIVE DE TRADUCTION COTRAD	Hull
COOPÉRATIVE DE SERVICES DE TRAVAILLEURS AUTONOMES "COOP HARMONIE PLUS"	Hull
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DE SERVICES AUX ORGANISMES D'HABITATION DE L'OUTAOUAIS	Hull
COOPÉRATIVE DE TRAVAIL EN SERVICES DE CAFETERIA VISION-AVENIR	Hull
COOPÉRATIVE DE TRAVAILLEURS LA FOULÉE SPORTIVE	Hull
COOPÉRATIVE COLLÉGIALE ET UNIVERSITAIRE DE L'OUTAOUAIS	Hull
COOPÉRATIVE DE TRAVAILLEURS ACTIONNAIRES DU GROUPE AUPEL	Hull
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ EN MILIEU SCOLAIRE DU MULTICOLLÈGE	Hull
COOPÉRATIVE DE TRAVAIL DISTRIBUTION M & R	Hull
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ AGROTOURISTIQUE ET ÉDUCATIVE DE L'OUTAOUAIS	La Pêche
COOPÉRATIVE D'HABITATION LE DOMAINE DE MANIWAKI	Maniwaki
COOPÉRATIVE D'HABITATION LES PIONNIERS DE MANIWAKI	Maniwaki
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU	Maniwaki
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ LES ATELIERS BOIREC	Maniwaki
COOPÉRATIVE D'AMÉNAGEMENT FORESTIER SYLVAMI	Messines
COOPÉRATIVE FORESTIÈRE DE PAPINEAU-LABELLE	Montpellier
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DES QUILLEURS DE LA LIÈVRE	Notre-Dame-de-la-Salette
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVÉES	Papineauville
COOPÉRATIVE D'AQUEDUC AGRICOLE DE PAPINEAU	Plaisance
COOPÉRATIVE DE MISE EN MARCHÉ OVINE DE L'OUTAOUAIS	Saint-André-Avellin
COOPÉRATIVE DE PRODUCTEURS AGRO-BIOLOGIQUES DE PAPINEAU	Saint-André-Avellin
COOPÉRATIVE D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE DU PONTIAC / PONTIAC MACHINERY COOP.	Shawville
COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DES VALLÉES, OUTAOUAIS-LAURENTIDES	Thurso
COOPÉRATIVE D'HABITATION DU CENTENAIRE DE THURSO	Thurso
COOPÉRATIVE D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE DE LA PETITE-NATION ET DE LA LIÈVRE	Thurso



### **ANNEXE III**

#### **Définition des cinq grands types de coopératives**



<b>TYPE</b>	<b>DÉFINITION</b>	<b>EXEMPLES</b>
Coopérative de consommateurs	Elle fournit des biens et services à ses membres pour leur usage personnel.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commerce de détail (alimentation)</li> <li>• Habitation</li> <li>• Funéraire</li> <li>• Câblodistribution</li> </ul>
Coopérative de producteurs	Elle approvisionne ses membres en biens et services d'utilité professionnelle; elle peut également transformer et mettre en marché les produits de ses membres.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production agricole</li> <li>• Taxi</li> <li>• Services aux entreprises</li> </ul>
Coopérative de travailleurs	Elle exploite une entreprise dans le but de fournir du travail à ses membres.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forêt</li> <li>• Secteur ambulancier</li> <li>• Services aux entreprises</li> </ul>
Coopérative de travailleurs actionnaires	Elle regroupe sous forme coopérative l'ensemble de ses employés d'une compagnie dans laquelle ils détiennent collectivement un bloc d'actions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pâtes et papier</li> <li>• Transformation du minerai</li> <li>• Fabrication en général</li> </ul>
Coopérative de solidarité	Elle regroupe à la fois comme membre des utilisateurs des services offerts par la coopérative et des travailleurs oeuvrant au sein de celle-ci. Elle peut également avoir comme membre de soutien toute personne ou société ayant un intérêt économique ou social dans l'atteinte de l'objet de la coopérative. (Ce type de coopérative a été introduit en 1997).	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Services et soins à domicile</li> <li>• Tourisme et plein air</li> <li>• Équipements collectifs</li> </ul>

Source : ministère de l'Industrie et du Commerce, 2002a :13



## **ANNEXE IV**

**Objectifs du Conseil régional de développement  
de l'Ouataouais en matière d'économie sociale, les actions et les résultats visés**



Planification régionale et Entente Cadre			Plan d'Action		
<p><b>AXE 1 :</b> Développer et diversifier l'économie en s'appuyant sur l'entrepreneursip et l'innovation</p> <p><b>CIBLE :</b> Économie sociale et développement communautaire</p> <p>Stratégies de développement :</p> <p>Promouvoir l'économie sociale comme voie de développement économique régional</p> <p>Soutenir un modèle de développement économique et social axé sur l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être des individus et des collectivités et sur la lutte à la pauvreté et l'exclusion</p>	OBJECTIFS	OBJECTIFS SPÉCIFIQUE	ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	
		1 Supporter l'émergence des projets dans tous les marchés et identifier les créneaux porteurs	1.1 Diffuser l'information sur les créneaux porteurs et les occasions d'affaires	<p>Explorer le potentiel du transport en commun en milieu rural</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dresser l'inventaire des projets en région</li> <li>▪ Identifier les besoins (En lien avec la Table Jeunes et la Table Femmes)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Bonne connaissance des ressources et de la demande en transport collectif.</li> <li>▪ Guichet unique en transport fondé sur la collaboration des transporteurs.</li> </ul>
				<p>Les ressourceries :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dresser l'inventaire des projets en région</li> <li>▪ Identifier les besoins</li> <li>▪ Promouvoir le concept des ressourceries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Déposer un rapport sur les ressourceries.</li> <li>▪ Mise en œuvre du plan de promotion sur les ressourceries.</li> </ul>
				<p>Faire connaître les études de pré-faisabilité produites par le CRAIE portant sur les créneaux porteurs suivants : Boutique d'articles de métiers d'art, Boîtes à lunch, Présentoirs d'information touristique, Entretien écologique des pelouses, Équipe de soutien et location d'équipement pour les festivals et autres événements, Animation dans les parcs, Joujouthèque et boutique de jouets recyclés, Éco-Centres.</p>	
			<p>Faire émerger des projets dans les créneaux porteurs</p>		

		1.2 : Assurer la disponibilité des infrastructures de soutien au développement de l'économie sociale	Créer des maillages entre les différents fonds, la région et les intervenants (en lien avec la table environnement)	Accroître la synergie entre les intervenants et les organismes de financement	
			Consolider et supporter les ressources de développement de l'économie sociale	Disposer d'infrastructures permanentes de soutien au développement d'entreprises en économie sociale	
		1.3 Développer des programmes de formation notamment en entrepreneuriat collectif		Maintenir et adapter la formation Introduction à la gestion stratégique des entreprises en économie sociale et OSBL pour les entrepreneurs sociaux. <ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluer la formule actuelle</li> </ul> Connaître les besoins des entrepreneurs sociaux	Offrir une formation adaptée aux besoins des entrepreneurs sociaux de la région
				Assurer le volet formation auprès des entrepreneurs du secteur coopératif	Tenir des sessions de formation sur l'entrepreneuriat coopératif.
				Créer et supporter des clubs d'entrepreneurs sociaux (En lien avec la Table Éducation Outaouais et la Table Développement Social, Cible Jeunesse et Pauvreté	Mettre en réseau les entrepreneurs sociaux
				Créer un maillage entre les développeurs et les fournisseurs de services afin de les adapter à la réalité outaouaise	
				Développer en région un programme de formation destiné aux entrepreneurs sociaux (En lien avec la Table Éducation Outaouais)	
	Objectif 2 : Susciter la concertation et le partenariat entre les acteurs du développement régional	2.1 Assurer une cohérence et maximiser l'effet des interventions des partenaires du milieu en économie sociale	Mettre en place une instance régionale de concertation dont le principal mandat est d'assurer le suivi du plan d'action	Actualiser la Table régionale de concertation	
			Collaborer aux travaux de la Table régionale Environnement		



	Objectif 3 : Organiser un processus d'information en économie sociale	3.1 Favoriser la circulation de l'information sur le démarrage et le développement d'entreprises et des projets en économie sociale	Créer un observatoire (centre de documentation) en économie sociale : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Définir une collaboration entre le volet économie sociale du site du CRDO et celui de la Chaire de Recherche en développement communautaire de l'UQAH</li> <li>▪ Rassembler l'information</li> <li>▪ Organiser la tenue de séminaires</li> <li>▪ Établir un calendrier annuel des séminaires</li> </ul>	Mise sur pied d'un observatoire en économie sociale
			Diffuser, auprès de tous les intervenants, les informations émanant du Chantier de l'économie sociale	Diffuser l'information en économie sociale
			Inventorier les entreprises d'économie sociale et les inscrire sur la liste régionale des entreprises LIC-07	Inscrire les entreprises d'économie sociale sur la liste régionale des entreprises
			S'assurer de l'accessibilité des outils d'information en milieu rural	



## **ANNEXE V**

**Préoccupations et actions en matière d'économie sociale  
identifiées dans le plan d'action du Centre local de développement (CLD)**



Préoccupations horizontales	Objectifs	Actions	Indicateurs de résultats	Obligations de résultats	Partenaires potentiels	Échéances
<b>ÉCONOMIE SOCIALE</b>	Connaître le potentiel actuel des entreprises d'économie sociale	Réaliser un portrait des entreprises actuelles en économie sociale sur le territoire et les OBNL et coopératives susceptibles de réaliser des projets d'économie sociale.	Document disponible à l'ensemble des entreprises d'économie sociale, des OBNL, coopératives et intervenants concernés par l'économie sociale	Clarifier le potentiel actuel	<sup>TM</sup> CLSC <sup>TM</sup> CDC Rond Point	Automne 2000
	Faire connaître les créneaux (champs d'activités) potentiels pour des entreprises d'économie sociale	Susciter l'émergence de projet de développement de nouvelles entreprises en économie sociale.	Liste des créneaux intéressants pour notre territoire	Diffusion d'idées de créneaux et recherche de groupes porteurs	Programme d'employabilité	2001-2002
	Renforcer les liens d'affaires et sociaux entre les entreprises	Promouvoir la concertation, maillage et réseautage entre les entreprises d'économie sociale.	2 rencontres ou plus annuelles des entreprises d'économie sociale	Création d'un réseau	<sup>TM</sup> CLSC <sup>TM</sup> CDC Rond Point <sup>TM</sup> Entreprises d'économie sociale <sup>TM</sup> CCO	2001
	Soutenir la consolidation des entreprises en économie sociale	Monter un programme de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 sessions de formation par année</li> <li>• Concevoir de la formation adaptée aux besoins</li> </ul>	Formation	<sup>TM</sup> CLSC <sup>TM</sup> CSCV <sup>TM</sup> CLE <sup>TM</sup> CDC Rond Point <sup>TM</sup> Entreprises en économie sociale	2001-2002
		Assurer le suivi des entreprises en économie sociale	Nombre d'intervention en entreprise	S'impliquer dans une entreprise	<sup>TM</sup> CLSC	2000



## **ANNEXE VI**

**Quelques sites Internet pertinents : Outaouais et économie sociale**





## **Dispositif en développement local, régional et national**

- *Association des régions du Québec* : <http://www.regions.qc.ca/>
- *Carrefours jeunesse-emploi*
  - Réseau des Carrefours Jeunesse-emploi : <http://www.cjereseau.org/mission.html>
  - CJE de l’Outaouais : <http://www.cjeo.qc.ca>
  - CJE Papineau : <http://www.cjepapineau.qc.ca/>
  - CJE Pontiac : <http://www.crep.qc.ca/cjep>
  - CJE Vallée-de-la-Gatineau : <http://www.cjevq.qc.ca/>
- *Centraide Outaouais*: <http://www.outaouais.centraide.ca>
- *Centres locaux de développement (CLD)*
  - Association des CLD du Québec : <http://www.acldq.qc.ca/francais/index1.html>
  - CLD Gatineau: <http://www.cldgatineau.ca/>
  - CLD Papineau: <http://www.cpapineau.com/cld/index.html>
  - CLD Pontiac: <http://www.mrcpontiac.qc.ca/cld.htm>
- *Centres locaux d’emploi* : <http://www.mess.gouv.qc.ca/francais/cle/index.htm>
- *Chantier de l’économie sociale* : <http://www.chantier.qc.ca/>
- *Comité sectoriel de main-d’œuvre de l’économie sociale et de l’action communautaire (CSMO-ESAC)* <http://www.csmoesac.qc.ca/>
- *Conseil régional de développement de l’Outaouais (CRDO)* : <http://www.crdo.qc.ca>
- *Coopérative de Développement Régional Outaouais-Laurentides (CDROL)*: <http://cdrol.coop/>
- *Conseil régional de l’environnement et du développement durable de l’Outaouais (CREDDO)* : <http://www.creddo.ca/>
- *Fédération des coopératives de l’Outaouais (FECHO)*: <http://www.coop-habitation.org/Federations/fecho/index.asp>
- *Fonds de lutte contre la pauvreté* : <http://www.mess.gouv.qc.ca/francais/flcp/>

- *Marche des femmes contre la pauvreté :*  
*<http://www.ffq.qc.ca/marchequébec/pourquoi/index.html>*
- *Municipalités régionales de comté (MRC) et villes*
  - Ville de Gatineau : <http://www.ville.gatineau.qc.ca/gatineau/index.html>
  - MRC Papineau : <http://www.mrcpapineau.com/>
  - MRC des Collines : <http://www.mrcdescollines.com/>
- *Régie régionale de l’Outaouais:* <http://www.rrss07.gouv.qc.ca/>
- *Regroupement des cuisines collectives du Québec :* <http://www.cam.org/~rccq/>
- *Société d’aide et de développement des collectivités (SADC)*
  - Réseau des SADC du Québec : <http://www.reseau-sadc.qc.ca/>
  - SADC Pontiac : <http://www.qouest.net/~sadc/>
  - SADC Papineau : <http://www.sadcpapineau.ca/>
  - SADC Vallée-de-la-Gatineau : <http://www.sadc-vg.ca/>
- *Société de diversification économique de l’Outaouais (SDEO) :* <http://www.sdeo.qc.ca>

## **Répertoire**

- *Bottin des ressources, CAP Santé :* <http://www.meteo-mentale.org/bottin/>
- *Ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec :* <http://www.msss.gouv.qc.ca/>
- *Répertoire des organismes communautaires, Secrétariat à l’Action communautaire autonome du Québec:*  
*[http://www.saca.gouv.qc.ca/bd\\_recherche/organismes/formulaire2.asp](http://www.saca.gouv.qc.ca/bd_recherche/organismes/formulaire2.asp)*
- *Répertoire du ministère de la Famille et de l’Enfance :* <http://www.mfe.gouv.qc.ca/>

## **ANNEXE VII**

**Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de  
l'Université du Québec en Outaouais**



## **La Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec En outaouais**

---

### **Origine, objectifs et activités**

La Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) a démarré ses activités en 1995. Elle a été reconnue comme Chaire de recherche du Canada en 2002. Son titulaire est le professeur Louis Favreau, sociologue. Elle a comme finalité de contribuer à l'avancement de la théorie et des pratiques de développement des collectivités (développement local et régional, organisation communautaire, nouvelle économie sociale et politiques publiques) à partir d'un ensemble d'activités:

- de recherche;
- de formation et de conception de matériel pédagogique;
- de diffusion des connaissances;
- de services à la communauté.

### **Son équipe de chercheurs**

La CRDC est composée d'une équipe multidisciplinaire (sociologie, science politique, géographie, histoire, travail social, relations industrielles...) comptant une dizaine de chercheurs de l'UQO. Louis Favreau assure la direction de cette équipe. Outre les chercheurs de l'UQO, on compte également des chercheurs d'autres universités du Québec et d'ailleurs dans le monde (Europe, Afrique et Amérique latine). De plus, annuellement, une dizaine d'étudiants de deuxième et troisième cycle y sont associés comme professionnels ou assistants de recherche.

### **La spécificité de la Chaire de recherche**

Les travaux de recherche de la Chaire se font à l'échelle du Québec, du Canada et des Amériques de même qu'à l'échelle internationale dans une perspective Nord-Sud. Ils portent sur la place qu'occupe le territoire et les collectivités locales dans le développement économique et social, particulièrement sur le registre des pratiques innovantes de création de richesses (en économie sociale, en organisation communautaire, en développement local et en développement régional) et sur celui des nouvelles politiques publiques de développement.

### **La CRDC organise son programme de travail autour des quatre chantiers suivants :**

1. Le développement local et régional : les systèmes locaux de production, les gouvernances territoriales, les économies locales, l'apport des TPE, la diversification socio-économique régionale...etc.;
2. L'organisation communautaire : les associations de défense de droits au sein des collectivités locales, la capacité des services collectifs de proximité à satisfaire de nouveaux besoins, les difficultés et les conditions d'une participation citoyenne locale...;
3. La nouvelle économie sociale : les entreprises et services de cette économie sociale dans des secteurs comme la petite enfance, la récupération et du recyclage, la gestion

intégrée des forêts, l'écotourisme...; les conditions d'émergence de ces initiatives; la dynamique au sein de ces entreprises sociales; les conditions de leur développement et de leur expansion...;

4. Les politiques publiques : en matière de développement local et régional, d'économie sociale, d'action communautaire...

### **Coordonnées de la CRDC**

***Louis Favreau***

Titulaire de la CRDC

Tél. : (819) 595-3900 poste 2233

Courriel : louis\_favreau@uqo.ca

***Joanie Rollin***

Adjointe à la coordination et professionnelle de recherche (études urbaines)

Tél. : (819) 595-3900 poste 2307

Courriel : crdc@uqo.ca

***Chantale Doucet***

Professionnelle de recherche (études régionales)

Tél. : (819) 595-3900 poste 2296

Courriel : crdc2@uqo.ca

**ANNEXE VIII**

**Présentation de l'ARUC-ÉS**





# Présentation de l'ARUC

## Économie sociale (ARUC-ÉS)

### ➤ Qu'est-ce que l'ARUC en économie sociale?

L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale est une infrastructure de partenariat pour la recherche, la formation, la diffusion et l'échange de connaissances en économie sociale. Elle est constituée de membres provenant tant du milieu universitaire que de différents milieux d'intervention. Ses activités portent sur les pratiques issues de la nouvelle économie sociale, celle qui connaît un essor important depuis les années 1980 au Québec et ailleurs dans le monde.

### ➤ Les partenaires

#### Universités

- ❖ L'Université du Québec à Montréal
- ❖ L'Université du Québec en Outaouais
- ❖ L'Université du Québec à Chicoutimi
- ❖ L'Université Concordia

#### Communauté

- ❖ Le Chantier de l'économie sociale
- ❖ La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec et le Fonds de solidarité
- ❖ La Confédération des syndicats nationaux et Fondation
- ❖ Une trentaine de partenaires sectoriels ou spécialisés dont l'Association des Centres locaux de développement et l'Association des régions du Québec

### ➤ Les objectifs

- ❖ Soutenir le développement du modèle québécois d'économie sociale
- ❖ Produire des savoirs neufs qui seront utiles au développement des collectivités
- ❖ Favoriser le partage des connaissances entre les universités et la communauté

### ➤ Les activités

Les activités prévues au sein de l'ARUC-ÉS permettront de créer une synergie entre les différents acteurs liés au développement de l'économie sociale et des collectivités où elle s'enracine.

- ❖ La recherche
- ❖ La formation
- ❖ La diffusion et le partage des connaissances

➤ Les chantiers d'activités partenariales

Les activités sont regroupées au sein de sept chantiers qui correspondent aux principaux secteurs de l'économie sociale.

- ❖ Le développement local et régional
- ❖ Le développement durable
- ❖ Le maintien de l'emploi et l'insertion socioprofessionnelle
- ❖ Le logement communautaire et social
- ❖ Les services aux personnes
- ❖ Le financement de l'économie sociale
- ❖ Loisir et tourisme social

À ces sept chantiers s'ajoutent deux chantiers transversaux en réponse à des interrogations qui sont partagées par l'ensemble des acteurs de l'économie sociale.

- ❖ L'évaluation sociale et les systèmes d'information
- ❖ Échanges et comparaisons internationales

➤ Les structures de fonctionnement

Le principe de base est la reconnaissance de la place, des compétences et du rôle de chacun des partenaires. Les contenus des activités, les méthodologies, les modes de diffusion, les budgets sont décidés et réalisés dans des instances paritaires.

- ❖ Comité de direction
- ❖ Comité de coordination
- ❖ Comité exécutif
- ❖ Chantiers d'arrimage partenarial
- ❖ Comité d'encadrement des projets

*L'existence de l'ARUC-économie sociale est rendue possible grâce aux contributions du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, des quatre universités (UQAM, UQO, UQAC, Concordia), et des différents partenaires de la communauté.*

**ANNEXE IX**

**Liste des cahiers de l'ARUC-ÉS**



## Liste des cahiers de l'ARUC-ÉS

### 1. Collection INTERVENTIONS

No	titre	ISBN	pges	prix
I-01-2001	<b>L'innovation sociale : un élément fondamental d'une politique scientifique équilibrée</b> Mémoire présenté par le Chantier d'économie sociale à Jean Rochon, ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie	2-89276-203-0	16 p.	2,50
I-02-2001	<b>Économie sociale et évaluation, état du dossier au Québec</b> par Nancy Neamtan Document présenté au Forum sur l'innovation sociale de l'OCDE septembre 2000	2-89276-204-9	26 p.	3,00
I-03-2001	<b>New Forms of Financing Social Economy Enterprises and Organisations in Quebec</b> par Margaret Mendell, Université Concordia, Benoît Lévesque, UQAM, Ralph Rouzier, Université Concordia Collaboration entre le Programme LEED et la Commission européenne et le fonds Marshall U.S. pour l'Allemagne.	2-89276-205-7	49 p.	4,50
I-04-2001	<b>Économie sociale et solidaire dans un contexte de mondialisation : pour une démocratie plurielle</b> par Benoît Lévesque Communication présentée à la 2e rencontre internationale à Québec du 9 au 12 octobre 2001 sur le thème « Globalisation de la solidarité » Copublication Crises/Aruc en économie sociale	2-89276-210-7	25 p.	3,00
I-01-2002	<b>Le développement régional et local, avant et après la mondialisation</b> par Benoît Lévesque Conférence prononcée à l'occasion de l'Assemblée générale du Conseil régional de développement (CRD) des Laurentides. 7 juin 2001	2-89276-226-X	29 p.	3,50
I-02-2002	<b>Entrepreneurship collectif et économie sociale : entreprendre autrement</b> par Benoît Lévesque. Communication présentée au Forum « L'entrepreneurship en économie sociale : Oser l'entrepreneuriat différemment ». organisé par le Centre local de développement des Moulins et par Emploi-Québec le 21 février 2002.	2-89276-227-8	37 p.	3,50
I-03-2002	<b>Les entreprises d'économie sociale, plus porteuses d'innovations sociales que les autres?</b> par Benoît Lévesque Communication présentée au Colloque du CQRS au Congrès de l'ACFAS, LE 15 mai 2001 sous le thème : « Le développement social au rythme de l'innovation	2-89276-229-4	24 p.	3,00

I-04-2002	<b>Pour repenser l'économie en vue d'un développement durable, un aperçu de la nouvelle sociologie économique</b> par Benoît Lévesque Conférence d'ouverture du Colloque du comité de recherche 23, « Sociologie de l'environnement et du développement durable », de l'Association internationale de sociologie de langue française (AISLF) au Congrès de l'ACFAS, à l'Université Laval, les 14-15-17 mai 2002 dans le cadre du 70 <sup>e</sup> Congrès de l'ACFAS.	2-89276-217-0	35 p.	3,50
I-05-2002	<b>L'économie solidaire au Brésil et à Rio Grande du Sud</b> Allocution présentée par Rosinha Machado Carrion, professeure à l'Université fédérale de Rio Grande du Sud au Brésil dans le cadre du 2 <sup>e</sup> colloque provincial de ÉCO-CDEC, les 10 et 11 avril 2002.	2-89276-231-6	22 p.	3,00
I-06-2002	<b>Les défis de la reconversion à partir de la société civile : ceux d'une gouvernance appropriée, d'une approche systémique et d'une économie sociale et plurielle</b> Communication présentée par Benoît Lévesque au Colloque international <i>Rendez-vous Montréal 2002</i> sur les initiatives la reconversion industrielle à partir de la société civile, du 28 au 31 mai 2002 à l'Université du Québec à Montréal.	2-89276-238-3	24 p.	3,00
I-01-2003	<b>Modèle de développement et mouvements sociaux : l'exception québécoise</b> par Jacques L. Boucher Communication présentée au Colloque « <i>Petites sociétés et minorités nationales : enjeux politiques et perspectives comparées</i> », Université d'Ottawa et Université du Québec en Outaouais, du 21 au 24 août 2002	2-89276-309-6	31 p.	3,50
I-02-2003	<b>La lutte contre la pauvreté aujourd'hui : quelle(s) stratégie(s)?</b> par Louis Favreau Publication conjointe avec le CRDC	2-89276-310-X	40 p.	4,50

## 2. Collection TRANSFERT

T-01-2002	<b>Recension de textes pertinents : Économie sociale, développement de l'emploi et l'insertion au Québec</b> par Louis Favreau et Geneviève Huot	2-89276-227-8	23 p.	3,00
T-02-2002	<b>Actes du Forum Actions culturelles et sociales : Espaces émergents « Lorsque la marge nourrit la norme et la transforme »</b> Montréal les 6 et 7 octobre 2001	2-98074-280-5	103 p.	7,50
T-03-2002	<b>Les entreprises d'économie sociale en loisir et tourisme social</b> Synthèse du séminaire du 23 octobre 2001 par Geneviève Huot, sous la direction de Denis Bussièrès, Louis Jolin, Michel Nolin et Sonia Vaillancourt	2-89276-230-8	50 p.	4,50

T-04-2002	<b>La participation des usagers dans les organisations offrant des services aux personnes : réalité ou discours?</b> Synthèse du séminaire Services aux personnes organisé par le CAP Services aux personnes de l'Aruc-és, le 25 janvier 2002. par Geneviève Huot, sous la direction de Mireille Dumont-Lemasson et Christian Jetté.	2-89276-232-4	50 p.	4,50
T-05-2002	<b>Notre intervention : pour qui et comment ?</b> Synthèse du Forum sur l'intégration et l'insertion au marché, les 3 et 4 mai 2001, à l'UQAM, rédigée par Georges April, Vincent van Schendel et Mylène Tremblay	2-89276-236-7	31 p.	3,50
T-01-2003	<b>Symposium sur le financement du logement communautaire, le 25 février 2002</b> Synthèse de Sylvie Rondot, assistante de recherche (Aruc-és) sous la direction de Marie Bouchard, UQAM	2-89276-245-6	40 p.	4,50
T-02-2003	<b>Actes de colloque Rendez-vous Montréal 2002. Les initiatives de reconversion industrielle à partir de la société civile — 28 au 31 mai 2002</b> par Jean-Marc Fontan, Benoît Lévesque et Juan-Luis Klein, UQAM	2-89276-241-3	131 p.	9,25
T-03-2003	<b>Compte rendu du séminaire L'insertion socioprofessionnelle, une réponse à la pauvreté</b> par Joannie Rollin, coordinatrice de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités et Martin Robitaille, professeur au département de travail social. Université du Québec en Outaouais	2-89276-242-1	37 p.	4,00
T-04-2003	<b>Compte rendu du séminaire L'économie sociale en environnement : premier bilan international des ressourceries</b> sous la direction de Michel Séguin, directeur général du Réseau des ressourceries du Québec	2-89276-243-X	91 p.	6,75
T-05-2003	<b>Conditions de travail et syndicalisme en économie sociale : la situation dans les organismes de services aux personnes</b> Synthèse du séminaire du 30 janvier 2003 par Luce Proulx, sous la direction de François Aubry, Denis Bussièrès et René Doré	2-89276-246-4	87 p.	6,00
T-06-2003	<b>Symposium sur le financement de l'économie sociale, le 5 octobre 2002 à l'Université du Québec à Montréal, organisé par le CAP financement et le CAP échanges et comparaisons internationales de l'ARUC-ÉS</b> Synthèse préparée par Ralph Rouzier, Marguerite Mendell (Université Concordia) et Benoît Lévesque (Université du Québec à Montréal)	2-89276-306-1	34 p.	4,00
T-07-2003	<b>L'emploi dans les entreprises d'économie sociale du secteur du loisir et du tourisme social</b> Synthèse du séminaire du 4 avril 2003-07-23 par Luce Proulx et Jocelyne Rouleau, sous la direction de Louis Jolin, Michel Nolin et Sonia Vaillancourt	2-89276-307-X	75 p.	6,00

T-08-2003	<b>Deux Québec en un et Agir ensemble : 12 ans plus tard</b> Synthèse du séminaire du 13 décembre 2001 par Geneviève Huot, avec la collaboration de Vincent van Schendel	2-89276-308-8	55 p.	4,50
-----------	--	---------------	-------	------

### 3. Collection RECHERCHE

R-01-2001	<b>Le logement coopératif au Québec : entre continuité et innovation</b> par Marie Bouchard, professeure au département Organisation et ressources humaines, UQAM	2-89276-202-2	23 p	3,00
R-02-2001	<b>Les systèmes productifs locaux en Midi-Pyrénées et au Québec : vers l'émergence de systèmes régionaux de régulation des initiatives locales?</b> par Régis Guillaume du Centre interdisciplinaire d'études urbaines. Maison de la recherche, Toulouse, France	2-89276-211-1	22 p.	3,00
R-03-2001	<b>Stratégies intégrées d'insertion en emploi de personnes vivant en logement social : Analyse d'expériences nord-américaines et françaises – Rapport synthèse</b> par Barbara Pfister, sous la direction de Marie Bouchard, Winnie Frohn et Richard Morin, professeurs à l'UQAM	2-89276-214-6	36 p.	4,00
R-04-2001	<b>Stratégies intégrées d'insertion en emploi de personnes vivant en logement social : Analyse d'expériences nord-américaines et françaises – Rapport Analytique</b> Par Barbara Pfister, Michel Rochefort et Joanie Rollin, sous la direction de Marie Bouchard, Winnie Frohn et Richard Morin, professeurs à l'UQAM	2-89276-215-4	243 p.	16,00
R-05-2001	<b>Portrait des passerelles au sein de l'économie sociale au Québec</b> par Geneviève Huot Projet de coopération France-Québec en économie sociale et solidaire	2-89276-220-0	80 p.	6,00
<b>2002</b>				
R-01-2002	<b>Le développement régional aux États-Unis et en Europe : neuf études de cas</b> par Juan-Luis Klein, Benoît Lévesque et Carole Tardif, UQAM	2-89276-221-9	50 p	4,50
R-02-2002	<b>Système d'information et d'évaluation en économie sociale</b> par Carole Tardif, Isabelle Tessier et Émilie Patry sous la direction de Juan-Luis Klein et Jean Carrière, professeurs à l'UQAM	2-89276-222-9	43 p.	4,50
R-03-2002	<b>Portail de l'économie sociale au Québec : Un concept de système d'évaluation et d'information</b> par Carole Tardif, Isabelle Tessier et Émilie Patry sous la direction de Juan-Luis Klein et Jean Carrière, professeurs à l'UQAM	2-89276-223-5	21 p.	3,00



R-04-2002	<b>Configuration et défis de l'économie sociale québécoise dans la solidarité internationale avec le Sud</b> par Louis Favreau, directeur de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités. Copublication avec la Chaire de recherche en développement communautaire	2-89276-227-8	29 p.	3,00
R-05-2002	<b>Lien social et développement économique : l'économie sociale au Bas-St-Laurent</b> par Carol Saucier et Nicole Thivierge, professeurs à l'UQAR	2-89276-228-6	21 p.	3,00
R-06-2002	<b>Développement local et économie solidaire en Amérique latine : des expériences innovatrices</b> par Louis Favreau et Lucie Fréchette, professeurs à l'Université du Québec à Hull	2-89276-206-5	24 p.	3,00
R-07-2002	<b>Portraits socio-économiques de Sorel-Tracy et du Sud-ouest de l'île de Montréal</b> par Rémi Haff et Guy Lacroix, sous la direction de Jean-Marc Fontan et Juan-Luis Klein, professeurs à l'UQAM et avec la participation de René Lachapelle, organisateur communautaire au CLSC du Havre (Sorel-Tracy) et Jean Sylvestre de la FTQ (Sud-ouest)	2-89276-225-1	66 p.	5,00
R-08-2002	<b>Le financement du logement communautaire : évolution et perspectives</b> par Allan Gaudreault, consultant, habitation et développement communautaire et Marie Bouchard, professeure, Sciences de la gestion, UQAM	2-89276-224-3	78 p.	6,00
R-09-2002	<b>Les politiques sociales s'adressant aux personnes ayant des incapacités au Québec : histoire, inventaire et éléments de bilan</b> Sous la direction de Yves Vaillancourt, Jacques Caillouette et Lucie Dumais Rapport de recherche réalisé dans le cadre de la Phase 1 du projet « Inventaire et bilan des programmes de soutien et des services concernant les personnes ayant des incapacités au Québec ». Publication conjointe Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS) et l'Aruc en économie sociale, UQAM.	2-89276-233-2	394 p.	25,00
R-10-2002	<b>Le bilan social dans les entreprises, une pratique à imiter? Le cas des institutions financières coopératives</b> par Julie Rondeau, professionnelle de recherche, UQAM et Marie Bouchard, professeure au département Organisation et ressources humaines, UQAM	2-89276-235-9	39 p.	4,00
R-11-2002	<b>La qualité des services de garde à l'enfance. Un bilan de la littérature</b> par Guy Bellemare, Anne-Renée Gravel et Louise Briand, professeurs à l'Université du Québec en Outaouais	2-89276-238-3	72 p.	6,00
R-12-2002	<b>Projet Espaces Émergents Faites de la musique. Recherche évaluative : rapport final</b> par Elaine Lachance et Jean-Marc Fontan, UQAM	2-89276-234-0	120 p.	10,00

<b>2003</b>				
R-01-2003	<b>Vers un rapprochement des disciplines et pratiques professionnelles des relations industrielles, du travail social et du développement économique local et régional ?</b> par Guy Bellemare, Professeur, Université du Québec en Outaouais	2-89276-239-1	30 p.	3,50
R-02-2003	<b>Social Policy as a Determinant of Health and Well-Being : The Contribution of the Social Economy</b> par Yves Vaillancourt, François Aubry, Louise Tremblay, Muriel Kearny	2-89276-240-5	46 p.	4,50
R-03-2003	<b>L'évaluation en économie sociale. Petit aide-mémoire.</b> par Sylvie Rondot et Marie Bouchard, UQAM	2-89276-244-8	35 p.	4,00
R-04-2003	<b>Économie sociale et développement régional (1990-2000) : des pratiques et des politiques publiques croisées?</b> par Louis Favreau publication conjointe avec la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités de l'UQO	2-89276-312-6	70 p.	6,00
R-05-2003	<b>Portrait de l'économie sociale en Outaouais</b> par Chantale Doucet, sous la direction de Louis Favreau publication conjointe avec la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités de l'UQO	2-89276-313-4	106 p.	7,75

**Les prix sont sujets à changement sans préavis**